

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA LOI DU 1^{er} AOUT 1905
SUR
LES FRAUDES
ET LE COMMERCE DES SPIRITUEUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 6 juin à 4 h. 1/2

PAR

RENÉ BARREYRE

Président : M. SOUCHON.

Suffragants : { M. HITIER, *professeur.*
 { M. ALLIX, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

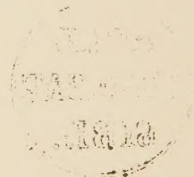
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1913

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA LOI DU 1^{er} AOÛT 1905

SUR

LES FRAUDES

ET LE COMMERCE DES SPIRITUEUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le vendredi 6 juin à 1 h. 1/2



PAR

RENÉ BARREYRE

Président : M. SOUCHON.

Suffragants : { M. HITIER, *professeur.*
 { M. ALLIX, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA LOI DU 1^{er} AOÛT 1905 SUR LES FRAUDES

ET LE COMMERCE DES SPIRITUEUX

CHAPITRE PREMIER

La législation sur les fraudes.

Ses principes et ses caractères généraux.

Les dispositions concernant la répression des fraudes et falsifications dans les ventes des marchandises, se trouvaient éparses dans de nombreux textes. La loi du 1^{er} août 1905 les a rassemblées et complétées, substituant un tout homogène au chaos législatif existant, dans le but d'assurer la loyauté et la sincérité des transactions commerciales, ce qui est la meilleure façon de protéger à la fois le consommateur et le commerce honnête.

La tromperie sur les ventes de marchandises avait été prévue pour la première fois par l'article 423 du code pénal ; mais la répression était strictement limitée à la tromperie sur la nature ou sur la quantité des produits vendus.

Une loi du 27 mai 1851 était venue assurer une répression plus complète en permettant d'atteindre les falsifications et, d'une manière générale, les fraudes

commerciales dans la vente de toute espèce de marchandises ; en ce qui concerne les boissons, les falsifications étaient réprimées par la loi du 5 mai 1885.

Mais, pour que les tromperies et falsifications puissent être punies, il fallait qu'elles aient été consommées. Ces textes qui n'organisaient ni la recherche, ni la poursuite des délits, étaient parfaitement insuffisants, malgré les efforts de la jurisprudence qui se montrait le plus sévère possible pour arriver à en combler les lacunes. La loi du 1^{er} août 1905 est venue les faire disparaître. Elle n'a pas modifié les principes relatifs aux infractions ; mais elle les a précisés, et leur a donné toute leur portée. Instruit par l'expérience, le législateur a réprimé la tentative et organisé la recherche et la poursuite de la fraude.

La loi du 1^{er} août 1905, complétée et modifiée par les lois des 5 août 1908 et 28 juillet 1912, est une loi générale sur la répression des fraudes. Il résulte en effet de son titre même et de son texte qu'elle réprime les tromperies dans la vente de toutes les marchandises ; mais elle n'atteint les falsifications qu'à l'égard des denrées alimentaires et des produits agricoles seulement.

En ce qui concerne les spiritueux, elle punit donc à la fois les fraudes et les falsifications.

L'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905, prévoit le délit de tromperie. Il est ainsi conçu : « Quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant :

« Soit sur la nature, les qualités substantielles, la

« composition et la teneur en principes utiles de toutes
« marchandises ;

« Soit sur leur espèce ou leur origine lorsque, d'a-
« près la convention ou les usages, la désignation de
« l'espèce ou de l'origine faussement attribuées aux
« marchandises devra être considérée comme la cause
« principale de la vente ;

« Soit sur la quantité des choses livrées ou sur leur
« identité par la livraison d'une marchandise autre que
« la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat ;

« Sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois
« au moins, un an au plus, et d'une amende de cent
« francs (100 frs) au moins, de cinq mille francs
« (5.000 frs) au plus, ou de l'une de ces deux peines seu-
« lement ».

La tromperie sur la nature que prévoit ce texte était déjà punie par le code pénal. Mais la nouvelle formule est large : c'est qu'elle comprend les résultats de l'interprétation de la jurisprudence sur le mot « nature ». L'introduction, dans cet article, des mots « qualités substantielles, composition, teneur en principes utiles » vient couper court à toute discussion. Les tribunaux en effet, avaient rendu de nombreux arrêts à propos de cette question. Par une interprétation large, ils avaient même pu atteindre la tromperie sur l'origine (1).

(1) Cf. notamment : Cass., 5 mai 1883, *Bull. crim.*, n° 115 ; Cass., 5 juillet 1905, D., 1905, 1, 87.

Aujourd'hui la tromperie sur l'origine se trouve expressément réprimée par le deuxième alinéa de l'article 1^{er}.

Grâce à cette rédaction de l'article 1^{er}, les commerçants peu scrupuleux ne pourront désormais exercer impunément la fraude sur aucun des éléments constitutifs de la marchandise vendue. Ils devront de plus livrer exactement aux acheteurs des produits de la provenance annoncée, s'ils ne veulent pas tomber sous le coup des peines édictées par ce texte.

C'est l'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905 qui réprime les falsifications.

La falsification est le délit préparatoire de la tromperie. C'est elle qui lui donne, dans la plupart des cas, le moyen de se réaliser. Elle porte sur le produit lui-même, tandis que la fraude est extérieure au produit. La loi du 1^{er} août 1905 ne définit pas ce délit, laissant aux tribunaux la plus grande faculté d'appréciation.

D'après les auteurs et la jurisprudence (1), les éléments constitutifs du délit de falsification sont les suivants :

Il faut, en premier lieu, qu'il y ait intention frauduleuse. C'est d'ailleurs un axiome de droit, ainsi que le constatait M. Trannoy dans son rapport sur le projet de loi à la Chambre des députés, et il ajoutait : « Pour qu'une condamnation puisse intervenir, en vertu

(1) Cf. Dalloz, *J. Gén.*, v^o *Vente de substances falsifiées*, n^o 151 ; Garraud, *Traité de droit pénal*, t. VI, 1424 ; Le Poittevin, *Traité des fraudes et falsifications*, p. 37 et suiv.

de la loi dont nous proposons l'adoption, il faudra dans tous les cas, que la mauvaise foi du prévenu soit établie » (1). On a d'ailleurs beaucoup insisté sur ce point, au cours de la discussion.

Le délit de falsification nécessite, en second lieu, une altération modifiant l'état naturel de la marchandise, altération telle qu'elle ait pour résultat de permettre de tromper l'acheteur.

Il faut, en troisième lieu, un préjudice possible. La jurisprudence est nette sur ce point (2). Il faut que l'acheteur subisse un préjudice, aussi petit soit-il : son peu d'importance ne suffit pas, en effet, pour faire disparaître le délit (3).

Il faut enfin que les denrées falsifiées soient destinées à être vendues. La loi n'exige pas la qualité de commerçant chez le délinquant.

L'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905 frappe l'exposition et la mise en vente de produits falsifiés des mêmes peines que la falsification elle-même. Il y a, en effet, dans ce cas, une véritable complicité ; s'il y avait moins de vendeurs de produits falsifiés, il y aurait moins de falsificateurs.

La simple détention est frappée par l'article 4 de peines moins graves.

(1) *J. Off.*, Chambre des députés, annexe, n° 940.

(2) Cass., 8 janvier 1897, D., 97, 1, 600 ; 20 janvier 1900, D., 1900, 1, 273 ; 2 août 1901, D., 1903, 1, 460.

(3) Cass., 27 avril 1854, D., 1854, 1, 213.

Nous étudierons dans les chapitres suivants la réglementation qu'a provoquée l'application de ces principes dans le commerce des spiritueux.

La loi du 1^{er} août 1905 se borne, en effet, à poser des principes généraux. Pour que leur application ne soit pas illusoire, il fallait les adapter à la répression des fraudes de chaque produit. Les fraudeurs s'appliquent sans cesse à tourner la loi, et ils mettent au service de leur coupable industrie les derniers progrès de la science, de la chimie plus particulièrement. Il importe donc d'aller vite pour les atteindre, et le législateur a compris que, seul, il n'arriverait jamais à bout de cette tâche (1). Aussi a-t-il décidé par l'article 11 qu'« il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi ».

Mais ce droit de réglementer donné ainsi au pouvoir exécutif, n'est-ce pas la porte ouverte à l'arbitraire administratif ? Grave question qui préoccupait à juste titre les négociants, notamment les commerçants en spiritueux dont la liberté est déjà si réduite. Ainsi, c'est un décret qui allait réglementer les modes de prélèvement d'échantillons : en cette matière particulièrement délicate, car pour prélever il faut pénétrer dans le domicile des individus, l'administration n'allait-elle pas s'arroger des droits exorbitants ? Pour calmer ces justes

(1) Cf. *J. Off.*, 17 novembre 1904, Chambre des députés, p. 2486.

appréhensions, le gouvernement s'est engagé, à diverses reprises, à respecter les intérêts de la production et du commerce (1). D'ailleurs, en ce qui concerne l'élaboration des règlements d'administration publique, l'administration n'est pas livrée à elle-même. Elle doit d'abord, obligatoirement, prendre l'avis du conseil d'État (2). De plus, le ministre de l'agriculture, du département duquel ressort plus particulièrement le soin d'assurer l'application de la loi des fraudes, demande leur avis à des personnalités compétentes au point de vue technique et professionnel. Il a fait plus : un arrêté du 15 novembre 1905 est venu instituer une commission des boissons, composée de magistrats, de savants et de négociants. Cette commission se constitua en 3 sous-commissions : commerciale, scientifique, juridique. Sur un vœu de la sous-commission scientifique, elle se transforma en comité permanent chargé d'étudier les méthodes d'analyses propres à déceler les fraudes au fur et à mesure de leur apparition. Et le décret du 15 décembre 1905 (3) est venu l'instituer auprès du Ministère de l'Agriculture sous le nom de « Commission permanente de recherche et de contrôle des procédés d'analyse. »

(1) Cf. notamment, *J. Off.*, 3 juillet 1912, Sénat.

(2) Ces décrets exigent l'avis de l'assemblée générale du conseil d'État ; l'accomplissement de cette formalité doit y être mentionné par ces mots : « Le conseil d'État entendu ». Barthélemy, *Traité de droit administratif*, 5^e édit., p. 103.

(3) *J. Off.*, 24 décembre 1905.

En présence de ces précautions, on pouvait espérer que les décrets rendus en application de la loi du 1^{er} août 1905 garantiraient les intérêts de la production et du commerce honnêtes, c'est-à-dire les intérêts du plus grand nombre.

A en croire ce que disait M. G. Menier, au cours de la discussion, devant le Sénat, de la loi du 28 juillet 1912, ces espérances ne se seraient pas tout à fait réalisées, et les intérêts du commerçant de bonne foi n'auraient pas toujours été sauvegardés. En cette matière si délicate, il faut toujours s'attendre à des contestations et même à des procès plus ou moins arbitraires, quel que soit le soin apporté à la réglementation.

L'article 11 énumère, en 5 paragraphes, les cas principaux où le pouvoir exécutif aura à intervenir. Cette énumération n'est pas limitative. Les règlements d'administration publique doivent édicter toutes les mesures nécessaires à l'application de la loi. D'ailleurs le mot « notamment », qui figure dans le texte de cet article, prouve bien que le législateur n'a entendu citer que des exemples.

De nombreux décrets ont été publiés, et d'autres sont en voie de préparation. Parmi ceux qui ont déjà paru, les principaux décrets qui intéressent le commerce des spiritueux sont les suivants :

Décret du 31 juillet 1906, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er}

août 1905. Il est relatif à l'organisation et au fonctionnement du service des prélèvements, au fonctionnement des laboratoires, et au fonctionnement de l'expertise contradictoire.

Décret du 3 septembre 1907, relatif aux vins, eaux-de-vie et spiritueux.

Décret du 28 juillet 1908, relatif aux sirops et liqueurs.

Décret du 1^{er} mai 1909, portant délimitation de la région dont les produits ont droit à la dénomination COGNAC.

Décret du 25 mai 1909, portant délimitation de la région dont les produits ont droit à la dénomination ARMAGNAC.

A côté de ces règlements d'administration publique, les ministres ont rendu des arrêtés pour compléter leurs dispositions. Ils ont, de plus, adressé aux différents agents de l'administration des circulaires. Nous signalerons ces documents à mesure que nous les rencontrerons au cours de cette étude.

On a pu dire que la loi du 1^{er} août 1905 et les décrets rendus pour son application formaient le « Code de la répression des fraudes et falsifications ». Il faut bien remarquer cependant que la loi de 1905 n'exclut pas les lois spéciales qui organisent la répression de la fraude dans la vente de telle denrée déterminée. Bien au contraire, elle laisse subsister celles qui lui sont antérieu-

res (1), et elle se combine parfaitement avec celles qui ont été votées depuis sa promulgation.

C'est ainsi qu'elle n'a abrogé aucune des lois réprimant les fraudes dans le commerce des spiritueux et réglementant ce commerce, et que, depuis 1905, le parlement a voté une série de lois spéciales qui viennent se combiner avec elle et la compléter pour combattre certaines pratiques des fraudeurs en matière de spiritueux ; ce sont les lois suivantes :

Loi du 6 août 1905, relative à la répression de la fraude sur les vins et au régime des spiritueux.

Loi du 29 juin 1907, tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus de sucrage.

Loi du 15 juillet 1907, concernant le mouillage et la circulation des vins et le régime des spiritueux.

Devant toutes ces lois, on peut se demander quelle est l'utilité de la loi du 1^{er} août 1905. Les lois spéciales viennent édicter des règles particulières à des produits déterminés, mais elles ne les soustraient pas à l'application de la loi générale.

D'abord les délits de tromperie et de falsification tombent toujours sous le coup de la loi du 1^{er} août 1905 (art. 1) ; de plus, les fraudes qui sont prévues par ces lois spéciales sont réprimées, conformément à l'article 15 de la loi de 1905, par les pénalités qu'elle édicte.

Nous ne pouvons terminer avec ce rapide exposé des

(1) Arg. art. 14, loi du 1^{er} août 1905.

textes qui répriment les fraudes sans signaler les arrêtés pris par les autorités municipales en province, ou les ordonnances rendues par le préfet de police à Paris, en exécution de ces différentes lois. Ces textes ont leur sanction distincte : ce sont des infractions de simple police qui viennent se superposer aux infractions plus graves prévues par la loi.

Si la loi du 1^{er} août 1905 est avant tout une loi pénale qui, pour assurer la loyauté dans les ventes de marchandise, prévoit des faits qu'elle déclare punissables, en organise la poursuite, et édicte les peines qui frapperont celui qui s'en rend coupable, elle n'en a pas moins un caractère préventif très marqué. S'il s'était borné à organiser la répression, le législateur de 1905 n'eût pas fait œuvre complète. Car pour réprimer, il faut que le fait délictueux ait été commis, il faut que la fraude soit accomplie. Pour combattre efficacement un mal, il ne suffit pas de le guérir : il faut s'efforcer de l'empêcher de se produire ; c'est le problème de la prévention, plus délicat encore que celui de la répression proprement dite.

M. Vaillant, lors de la discussion de la loi du 1^{er} août 1905, aurait voulu qu'elle soit essentiellement préventive ; mais pour atteindre ce but, il faudrait ne pas perdre de vue les marchandises destinées à être vendues, il faudrait les suivre partout, et, pour cela, donner à l'Etat des pouvoirs de contrôle tels, qu'il est impossible, dans notre organisation sociale actuelle d'y songer.

Fourier, constatant en 1829, qu'on ne trouve plus de lait pur, concluait qu'il fallait donner à l'Etat le monopole de la vente des denrées. Sans aller jusque-là, M. Vaillant exécutait la liberté du commerce, qui est cependant la règle, quelles que soient les restrictions qui y aient été apportées, et avec elle, le commerce lui-même.

Ce système, possible seulement sous une organisation collectiviste, a été repoussé. Cela ne veut pas dire que nous en soyons encore aux beaux jours de l'individualisme économique instauré par la Révolution Française, époque à laquelle la liberté du commerçant n'est limitée que par les exigences de ses clients. Non. Et si l'on pratique encore le « Laissez faire », singulièrement atténué par une réglementation sévère, on ne laisse plus rien passer. Cette rigueur s'explique dans une certaine mesure, car on peut invoquer dans cette matière la santé publique ; les mesures de répression et de prévention de la loi du 1^{er} août 1905 se trouvent ainsi justifiées.

La loi de 1905 est préventive tout d'abord, en permettant d'atteindre la tentative des délits qu'elle prévoit ; elle l'est surtout en déléguant au gouvernement le pouvoir de prendre des règlements d'administration publique qui vont permettre de répliquer à chaque nouveau procédé utilisé par les fraudeurs et que le législateur ne pouvait prévoir, par une mesure de répression appropriée, et ainsi, d'étouffer la fraude dès sa naissance.

C'est ainsi que le décret du 31 juillet 1906 est venu organiser la recherche et la constatation de la fraude, et donner aux agents de l'administration le droit de pénétrer chez les commerçants et d'y prélever des échantillons, sans qu'il y ait suspicion de fraude : c'est une simple mesure administrative de contrôle et de prévention.

Le décret du 3 septembre 1907 est également venu édicter des mesures propres à éviter les fraudes dans la vente des spiritueux. Nous les étudierons dans notre chapitre V.

Mais le principe d'une répression rigoureuse, doublée de mesures préventives efficaces, n'est pas le seul qui se dégage des dispositions de la loi du 1^{er} août 1905. On doit à la vérité de reconnaître que le législateur, désireux de ne frapper que les personnes réellement responsables des fraudes, s'est attaché, pour prévenir les erreurs, à assurer à la défense le plus de garanties possible. C'est dans cet ordre d'idées qu'il a posé dans l'article 12 le principe essentiel de l'expertise contradictoire, qui est une des innovations les plus heureuses de la loi de 1905, et qu'il a délégué au gouvernement le soin de déterminer par un règlement d'administration publique, les formalités nécessaires pour opérer les prélèvements d'échantillons, fixer les méthodes d'analyses et désigner les autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions.

Enfin une jurisprudence constante décide que toutes

les fois que l'inobservation d'une prescription législative ou réglementaire porte atteinte aux droits de la défense comme d'ailleurs à ceux de l'accusation, la procédure est nulle.

Cette saine interprétation constitue un principe très juste et vient sauvegarder à la fois les intérêts du public et ceux du commerce.

CHAPITRE II

Généralités sur les spiritueux.

Définitions. — Régime.

Avant d'étudier dans tous leurs détails les mesures prises pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 dans le commerce des spiritueux, il importe de bien déterminer la nature des produits dont nous allons avoir à nous occuper. Que faut-il entendre par *spiritueux* ? « Cet adjectif, appliqué aux liquides ou autres matières contenant de l'esprit-de-vin ou alcool, est devenu dans le commerce un substantif pour désigner certains produits à base d'alcool. Les *spiritueux* sont des alcools réduits à une certaine force alcoolique et plus ou moins aromatisés, de manière à en composer des boissons spiritueuses » (1). Il y aurait une infinité de spiritueux, les boissons à base d'alcool étant innombrables.

Le décret du 3 septembre 1907, rendu en application de la loi du 1^{er} août 1905, conformément à l'article 11, et dont le titre III est consacré aux eaux-de-vie et spiri-

(1) Y. Guyot et A. Raffalovich, *Dictionnaire du commerce*, v^o *Spiritueux*.

tueux, ne prend pas ce terme *spiritueux* dans un sens aussi large. Il entend par là, non point toute boisson dans la composition de laquelle entre de l'alcool, mais seulement certains *alcools naturels*, soigneusement énumérés et définis : outre les *eaux-de-vie de vin*, les *eaux-de-vie de cidre*, les *eaux-de-vie de marc*, les *eaux-de-vie de prunes et de tous autres fruits*, le décret du 3 septembre 1907 comprend sous la dénomination « spiritueux » le *rhum*, le *kirsh*, et le *genièvre*, employés purs ou mélangés à de l'alcool d'industrie.

Les autres boissons spiritueuses, *liqueurs* et *apéritifs* sont des mélanges de ces produits, ou simplement d'alcool d'industrie, avec des sirops et des aromates ou des essences diverses. Elles ne présentent pas de type fixe : leur composition varie suivant celui qui les fabrique. C'est d'ailleurs dans leur fabrication, dont le secret est jalousement gardé, que réside leur valeur. L'article 1^{er} du règlement du 28 juillet 1908, rendu en application de la loi du 1^{er} août 1905, est venu définir les *liqueurs* : « La dénomination de *liqueur* est réservée aux eaux-de-vie ou alcools aromatisés soit par macération de substances végétales, soit par distillation en présence de ces mêmes substances, soit par addition des produits de la distillation des dites substances en présence de l'alcool ou de l'eau, soit par l'emploi combiné de ces divers procédés. »

Cette définition est très large, et comprend sous le nom de *liqueur* tous les *spiritueux composés*, qu'il im-

porte de distinguer soigneusement des *spiritueux simples*. Ces derniers, en effet, sont soumis à des dispositions législatives spéciales tendant à garantir leur pureté et leur authenticité quand ils sont vendus en nature, et à bien renseigner l'acheteur sur ce qui lui est livré quand ces spiritueux sont mélangés soit entre eux, soit avec de l'alcool d'industrie ;

L'article 6 du décret du 3 septembre 1907 définit ces produits ainsi qu'il suit :

« Les dénominations d'*eaux-de-vie de vin*, d'*alcool de vin* ou d'*esprit de vin* sont réservées aux produits provenant de la distillation exclusive du vin tel qu'il est défini au titre 1^{er} du présent règlement.

« Les dénominations d'*eaux-de-vie de cidre* ou de *poirés* sont réservées aux produits provenant de la distillation exclusive des cidres ou des poirés.

« La dénomination d'*eau-de-vie de marc* ou de *marc* est réservée à l'eau-de-vie provenant de la distillation exclusive des marcs de raisin frais additionnés ou non d'eau.

« La dénomination de *kirsch* est réservée au produit exclusif de la fermentation des cerises ou des merises.

« Les dénominations d'*eaux-de-vie de prunes*, *mirabelles*, *quetsch* ou de tous autres fruits, sont réservées au produit exclusif de la fermentation alcoolique et de la distillation des dits fruits.

« La dénomination de *genièvre* est réservée à la boisson alcoolique obtenue dans les conditions prévues à

l'article 15 de la loi du 30 mars 1902, par la distillation simple, en présence de baies de genièvre, du moût fermenté de seigle, de blé, d'orge ou d'avoine.

« La dénomination de *rhum* ou de *tafia* est réservée au produit exclusif de la fermentation alcoolique et de la distillation, soit du jus de la canne à sucre, soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication du sucre de canne. »

Les spiritueux visés par cet article, sont des produits essentiellement purs. Ils ne peuvent cependant pas être vendus à la consommation tels qu'ils sortent de l'alambic : nous étudierons dans les chapitres suivants les manipulations qu'ils peuvent subir sans perdre droit à leur dénomination, et aussi sous quelles appellations ils doivent être vendus quand ils sont coupés d'alcool d'industrie. Qu'ils soient purs ou mélangés, les spiritueux sont soumis à un régime spécial qu'il est indispensable de tracer dans ses grandes lignes.

Ces marchandises, étant d'une force alcoolique élevée, sont soumises à des droits considérables, qui constituent une véritable prime à la fraude. Aussi l'administration des contributions indirectes, surveille-t-elle très étroitement ceux qui en font le commerce, pour assurer la rentrée de l'impôt et éviter la fraude. La perception de ces droits, bien supérieurs à la valeur de la marchandise, ne pouvait être exigée de la part du marchand en gros, sous peine de lui rendre absolument impossible le commerce des spiritueux. Aussi le paiement en est

suspendu pendant le séjour de ces marchandises dans les magasins des négociants, qui les ont en *entrepôt*, sous des conditions minutieusement déterminées par les lois fiscales.

L'entrepositaire doit, à toute réquisition, présenter les marchandises entrées, ou justifier du paiement ou de la garantie des droits sur celles qui sont sorties, et se prêter à l'opération de régie appelée *recensement*.

Toute expédition de spiritueux entraîne pour le négociant l'obligation de remplir ce qu'on appelle, en termes de régie, *les formalités à la circulation* : chaque transport de boissons est accompagné d'une expédition de régie ; ces titres, congés ou acquits-à-caution, attestent ou garantissent le paiement des droits (1) ; ils sont établis sur papiers de couleurs différentes suivant la nature des spiritueux qu'ils accompagnent. Ces acquits avaient été créés par le législateur du 2 août 1872 pour prévenir les fraudes qui consistent à vendre comme spiritueux naturels des produits dans la composition desquels l'alcool d'industrie est entré pour une grande part sinon pour la totalité. La loi de 1872 prescrivait que tout acquit-à-caution porterait l'indication des substances avec lesquelles les produits qu'il accompagnait étaient fabriqués, et que cet acquit serait délivré : sur papier blanc pour les alcools de vin, sur papier rouge pour les alcools d'industrie et sur papier bleu pour les

(1) Cf. loi du 28 avril 1816 ; décret du 17 mars 1852 ; loi du 29 décembre 1900 ; loi du 30 mars 1902.

alcools de mélange. Ces dispositions ne s'appliquaient pas aux congés ; elles étaient, de plus, insuffisantes. Il aurait fallu, pour en assurer l'efficacité, tenir des comptes distincts pour les alcools de diverses natures en la possession des entrepositaires. Cette mesure n'eût d'ailleurs pas été suffisante, car, faute de moyens de contrôle permettant de distinguer sûrement un spiritueux naturel d'un spiritueux de mélange ou même artificiel, les indications à porter sur la pièce dépendaient exclusivement de la déclaration de l'expéditeur.

L'article 23 de la loi du 21 mars 1903 est venu édicter des mesures plus efficaces pour la protection des spiritueux « naturels ». Ce texte crée deux sortes de titres de mouvement : 1° acquits et congés roses ; 2° acquits et congés blancs. Mais une distinction capitale doit être établie entre l'ancien et le nouveau régime : dans la loi de 1872, chacun des 3 types d'acquits s'appliquait exclusivement à une nature déterminée de spiritueux. Sous le nouveau régime au contraire, l'acquit ou le congé rose constitue un titre de mouvement commun à la généralité des spiritueux. Il ne fournit aucune donnée quant à la nature et la provenance des produits ; tandis que l'acquit blanc est réservé aux seuls alcools naturels. Pour avoir le droit de l'employer, il faut justifier de l'origine des spiritueux. Aussi fait-il foi de la pureté de la marchandise qu'il accompagne, si bien que, dans la pratique, l'acquit blanc est devenu synonyme d'authen-

ticité, tandis que l'acquit rose évoque l'idée de marchandise « cuisinée », ce qui pourtant ne correspond pas nécessairement à la réalité.

Aux termes de l'article 23 de la loi du 21 mars 1903, l'acquit blanc s'applique exclusivement :

1° Aux eaux-de-vie et alcools naturels provenant uniquement de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, cerises et prunes ;

2° Aux rhums et tafias naturels, pour lesquels, lors de leur importation, il sera justifié de leur provenance directe des colonies françaises ;

3° Aux genièvres fabriqués dans les conditions spécifiées au deuxième paragraphe de l'article 15 de la loi du 30 mars 1902.

Ces titres de mouvement doivent indiquer la substance avec laquelle ont été fabriqués les spiritueux. De plus, les acquits-à-caution comportent un bulletin qui constitue un certificat d'origine, et qui, lors de leur remise au service, est détaché pour être conservé par le destinataire, qui pourra ainsi établir l'authenticité des produits qu'il livre au consommateur. Pour que cette authenticité soit mieux garantie, et pour faciliter le contrôle et la surveillance des spiritueux purs, ce même article contient en outre quelques dispositions :

1° Emmagasinement distinct des produits naturels chez les négociants.

2° Tenue d'un compte spécial pour ces produits.

3° Interdiction de modifier leur composition et leur goût (1).

La loi du 6 août 1905 est allée plus loin encore : elle édicte l'obligation pour les bouilleurs de cru qui veulent bénéficier de l'acquit blanc, de ne produire ni recevoir des vins sucrés en première cuvée (art. 6), et l'article 25 dispose que les acquits blancs « pourront sur la demande des expéditeurs, et aux conditions fixées par l'administration, mentionner le lieu d'origine des matières premières ». Cette indication doit correspondre aux délimitations (2).

Malgré cette minutieuse réglementation, certains commerçants peu scrupuleux tournaient les dispositions de la loi, en pratiquant la fraude dite *lavage* ou *blanchiment des acquits*.

Cette pratique consiste à substituer des alcools industriels aux alcools naturels, et à livrer les premiers en les faisant accompagner de l'acquit blanc provenant des seconds. La loi du 15 juillet 1907, pour rendre cette pratique plus difficile à réaliser, est venue imposer aux négociants l'obligation onéreuse d'avoir des entrepôts séparés pour emmagasiner les spiritueux de natures différentes. Sous cette condition seulement, les spiritueux admis au bénéfice de l'article 23 de la loi du 31

(1) Cf. circulaire n° 520 du 4 avril 1903.

(2) Cf. circulaire n° 613 du 8 août 1905.

mars 1903, pourront être accompagnés d'un acquit blanc.

Cependant cette mesure n'est pas applicable aux rhums ; on n'est pas tenu de les mettre en entrepôt séparé pour qu'ils puissent sortir sous acquit blanc. Il suffit de les suivre sur un compte spécial.

Cette précaution des magasins séparés est complétée par l'article 4 de cette même loi du 15 juillet 1907, qui décide que, « pour les eaux-de-vie et alcools naturels envoyés à destination d'entrepositaires, les bulletins d'origine accompagnant les acquits-à-caution seront retirés par ses soins ». Cela, pour éviter que des négociants puissent appliquer, dans leurs livraisons, ces certificats d'origine, à des marchandises n'y ayant pas droit.

On voit avec quel soin le législateur et l'administration des contributions indirectes se sont occupés de garantir l'authenticité des spiritueux. La loi du 1^{er} août 1905 et les règlements d'administration publique rendus pour son application, sont venus renchérir encore, et édicter une réglementation sévère que nous allons étudier.

CHAPITRE III

Les tromperies dans le commerce des spiritueux.

Les appellations et l'étiquetage.

La loi du 1^{er} août 1905, pour assurer la sincérité dans les ventes commerciales, est venue réprimer toutes les tromperies susceptibles de les entacher.

C'est ainsi que, lorsqu'un négociant en spiritueux vend un des produits de son commerce, il doit livrer à l'acheteur loyalement ce que celui-ci lui a demandé. Il doit bien prendre soin de ne pas le tromper sur la nature, les qualités substantielles, la composition, la teneur en principes utiles, l'espèce, l'origine, la quantité ou l'identité de la marchandise vendue.

L'application de ces principes dans le commerce des spiritueux a donné lieu à une réglementation abondante.

Les tromperies sur la quantité ont provoqué, notamment, une circulaire du ministre de l'agriculture du 5 septembre 1908 (1). Il y est dit qu'au cas où les boissons

(1) Monier, Chesney et Roux, *Traité sur les fraudes et falsifications*, t. II, p. 418.

sont livrées dans des récipients dont la forme est indicatrice du volume l'acheteur est en droit de croire que la quantité de la marchandise livrée est effectivement celle qu'indique le contenant. Ainsi, pour les *litres* le fait que ces récipients ont en général une contenance inférieure à 98 centilitres, mesuré au ras du goulot, doit être relevé comme une infraction à la loi ; mais le fait doit être constaté sur un nombre de bouteilles assez grand pour que le vendeur ne puisse prétendre qu'il s'agit d'un fait accidentel.

Quant aux bouteilles proprement dites, le tableau annexé à la loi du 13 juin 1866 sur les usages commerciaux contient les indications suivantes :

La bouteille dite de Bordeaux doit avoir une contenance de 75 centilitres au minimum ; les bouteilles dites Bourguignonnes, Mâconnaïses ou dites de Champagne doivent avoir une contenance minimum de 80 centilitres.

En ce qui concerne le produit considéré en lui-même, le but que la loi du 1^{er} août 1905 a voulu atteindre, est que l'acheteur soit bien fixé sur le produit qui lui est vendu. Il faut bien se pénétrer de cette idée, et en conséquence, les négociants doivent désigner exactement les produits mis en vente, par l'appellation qui correspond à leur composition. Le fait de vendre ou de tenter de vendre un produit sous un nom auquel il n'a pas droit, constitue, en effet, une tromperie ou une tentative

de tromperie, punie des peines édictées par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905.

Cette question des dénominations des produits mis en vente est une des plus importantes qu'ait soulevées l'application de la loi de 1905 dans le commerce des spiritueux.

Elle est aussi une des plus complexes, car, selon le point de vue auquel on se place, les solutions proposées sont essentiellement opposées ; elles correspondent, en effet, aux intérêts différents des producteurs, des commerçants et des consommateurs.

Les producteurs entendent protéger l'origine de leurs produits ; maintenant que les noms en sont universellement connus, ils veulent être les seuls à bénéficier du prestige qui y est attaché. Dans ce but, leurs efforts tendent à rendre impossible la vente des coupages sous des noms d'origine, et, à plus forte raison, à couper court aux pratiques de certains commerçants, qui écoulaient des mixtures où n'entrait pas une goutte d'eau-de-vie naturelle des régions dont le nom flamboyait cependant sur l'étiquette. Voici comment M. Larnaude défendait leur cause dans un rapport qu'il présentait, avec sa compétence habituelle, à la Société des Viticulteurs de France et d'Ampélographie, au lendemain de la promulgation de la loi du 1^{er} août 1905 (1) :

« Quand on trompe l'acheteur sur l'origine des vins

(1) F. Larnaude, *La loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes*, 1906.

et de l'eau-de-vie de vin qui lui sont vendus, on commet une escroquerie dans le sens vulgaire et non juridique du mot, vis-à-vis de ce dernier. Mais on se rend coupable en même temps d'un vol (et ici encore je prends ce mot dans un sens large et non juridique) vis-à-vis des propriétaires de la région, du terroir, de la contrée, du cru, qui voient ainsi introduire sur le marché des quantités supérieures à la production réelle, et par suite, assistent impuissants à la baisse du prix de vente de leurs récoltes.

« Il y a plus, et on peut dire que le dommage ainsi causé aux propriétaires est incalculable dans sa portée et ses répercussions, car le vin ou l'eau-de-vie ainsi vendus n'ayant pas, ne pouvant pas avoir les qualités du vin ou de l'eau-de-vie qu'ils produisent, il en résulte, pour leurs produits, une déconsidération dont les effets peuvent être absolument irrémédiables.

« Qu'on me permette de citer en exemple les eaux-de-vie d'Armagnac. Elles obtiennent, à toutes les expositions, les plus hautes récompenses. Les auteurs de traités classiques sur les eaux-de-vie de vin les considèrent, avec les eaux-de-vie des Charentes, comme les seules eaux-de-vie méritant ce nom (1).

« La littérature elle-même proclame leur supériorité

(1) De Lapparent, *Le vin et l'eau-de-vie de vin*, p. 390. « En dehors des Charentes et de l'Armagnac, ces deux grands centres de production des bonnes eaux-de-vie, tous les produits de distillation des vins ne méritent que le nom de trois-six de vin ».

et leur finesse (1). Quand nous en faisons goûter à nos convives de Paris, ils n'ont pas assez d'éloges pour un produit aussi fin et aussi délicat.

« Mais dans la vente au détail, à Paris, elles sont considérées comme des eaux-de-vie inférieures, grossières, bonnes tout au plus pour la cuisine et vendues par les plus bas détaillants à des prix dérisoires ! Pourquoi ? Parce que depuis très longtemps on vend, sous le nom d'Armagnac, un tout autre produit que l'eau-de-vie produite par la distillation des vins de Picquepoul du Gers, du Lot-et-Garonne et des Landes » !

Il va sans dire que les commerçants honnêtes sont de cet avis. Mais pour les besoins mêmes de leur commerce, ils demandent à pouvoir librement vendre des coupages honorables sous les appellations qui, grâce à eux, constituent un véritable nom générique, et cela, sous la seule restriction de livrer des marchandises d'une qualité correspondant à la demande, et d'une valeur qui réponde réellement au prix payé.

Cette prétention leur est dictée par les exigences des consommateurs. Ceux-ci, à vrai dire, seraient tentés au premier abord, de se rallier à la thèse des producteurs. Mais, ils l'abandonnent vite, car la qualité des produits naturels est essentiellement variable : elle change, en effet, suivant les années, subissant le contre-

(1) Anatole France, *L'Orme du Mail*, p. 315 : « Il prit son petit verre, avala une gorgée d'Armagnac, fit claquer sa langue et dit : Mâtin ! quel velours ! »

coup des caprices de la nature. Or, le consommateur tient avant tout à une qualité suivie, semblable à celle qui lui a toujours plu. Mais il entend aussi que l'article lui soit livré sous la dénomination générique à laquelle il est habitué.

Il paraît donc impossible de trouver une solution qui donne satisfaction au producteur, au commerçant et au consommateur.

Pour sortir de la situation difficile où il s'est mis en lançant, au prix de lourds sacrifices, les noms d'origine dont il a porté la renommée dans toutes les parties du monde, le commerce doit s'armer de courage et entreprendre une nouvelle éducation du consommateur. Il devra l'habituer à consommer des produits portant des marques personnelles qui lui donneront toute satisfaction, la qualité des produits vendus, exclusive de toute condition d'origine, étant toujours la même, ainsi que leur dénomination qui sera la propriété du commerçant.

Le commerce ne doit pas commettre l'erreur de lancer des marques collectives qui créent un état d'indivision, d'où mille difficultés sont appelées à naître, mais bien s'orienter vers les marques individuelles.

Ceci dit, nous allons entrer dans les détails de cette question de l'étiquetage des spiritueux d'après la législation en vigueur. Pour plus de clarté, nous diviserons notre étude en trois sections :

Section I. — L'étiquetage des produits purs. Appellations d'origine. Délimitations.

Section II. — L'étiquetage des coupages.

§ 1^{er}. — La dénomination « eau-de-vie ». Emploi du mot « Fine ».

§ 2. — Les produits de « fantaisie ». Emploi du qualificatif « Vieux ».

*Section III. — L'étiquetage des produits artificiels.***SECTION I. — L'étiquetage des produits purs.****Appellations d'origine. — Délimitations.**

Les produits naturels, tels qu'ils sont définis par l'article 6 du décret du 3 septembre 1907, ont seuls le droit d'être désignés sous les appellations que ce texte leur réserve.

Deux produits de même nature peuvent être mélangés entre eux sans perdre pour cela le droit à leur nom spécifique. Ainsi deux rhums peuvent être mélangés entre eux, et le foudrage ainsi obtenu sera vendu sous le nom de *rhum*.

Mais pour qu'on puisse faire suivre le nom spécifique d'une désignation d'origine, le produit doit provenir en totalité d'une même région ou d'un même cru. Il résulte en effet des dispositions législatives et réglementaires qui régissent le commerce de spiritueux, qu'on ne peut vendre un produit sous un nom d'origine qu'autant qu'il a été récolté et manutentionné dans la région dont les produits ont droit à cette appellation. C'est ainsi qu'on ne pourra appeler *Grande Champagne* qu'une eau-de-vie de vin provenant exclusivement de la distillation de

vins de cette région ; de même, pour étiqueter un produit *Rhum Martinique*, il faudra livrer un produit répondant à la définition de l'article 6 du décret du 3 septembre 1907, mais fabriqué entièrement dans l'île de la Martinique. Un foudrage fait en totalité avec des *Martinique* de qualités différentes, aura droit à l'appellation *Rhum Martinique*. Mais au contraire un foudrage de rhums de la Guadeloupe et de rhums de la Martinique par exemple ne pourra être facturé que *Rhum*.

En réprimant ainsi la tromperie sur l'origine, la loi du 1^{er} août 1905 a réalisé un des vœux les plus chers des régions de production d'eaux-de-vie naturelles. La France produit en effet d'admirables eaux-de-vie parmi lesquelles les plus réputées sont les *Cognacs* et les *Armagnacs*. Ces produits sont tellement célèbres que leur nom d'origine a fini par devenir un nom générique, sous lequel certains commerçants étaient arrivés à vendre des produits inférieurs qui ne contenaient point d'eau-de-vie de ces régions.

De telles pratiques n'atteignaient pas seulement le producteur ; elles portaient également le plus grand tort au commerce honnête, qui ne pouvait pas arriver à lutter contre la concurrence déloyale. Elles tombent désormais, et ce n'est que justice, sous le coup de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905.

Mais si un négociant ne peut vendre un produit sous un nom d'origine, qu'autant qu'il a été récolté et manutentionné dans la région d'où il est censé provenir, il ne

faudrait pas conclure qu'il doive indiquer dans tous les cas l'origine des produits vendus. Le législateur ne lui a pas imposé cette obligation, ne jugeant pas indispensable cette mesure d'extrême loyauté commerciale.

La question de l'indication d'origine est liée à celle des délimitations. Le parlement a cru bon de protéger les indications d'origine au moyen de délimitations régionales établies par l'administration, alors qu'il y avait déjà, éparses dans de nombreuses lois, des dispositions qui assuraient cette protection. Parmi ces lois, les principales sont la *loi de 1824 sur le nom commercial*, et la *loi de 1857 sur les marques*, mais on rencontre également des mesures de protection des indications d'origine dans les nombreux textes qui régissent le commerce des vins et spiritueux d'une façon parfois contradictoire d'ailleurs ; et dans les trois grandes conventions internationales dont la France est signataire, et dont les dispositions sont applicables, par le fait de la loi du 1^{er} juillet 1906, à notre régime intérieur : la *Convention de Paris de 1883* et les deux *Arrangements de Madrid du 14 avril 1891* révisées toutes les trois à *Washington le 2 juin 1911*.

Mais toutes ces dispositions ne suffisaient pas aux producteurs qui demandaient à grands cris les délimitations. Aussi l'article 10 du décret du 3 septembre 1907 prévoyait-il que des règlements d'administration publique seraient rendus ultérieurement pour fixer la délimitation des régions qui peuvent avoir un droit exclusif aux

appellations régionales et aux noms de crus particuliers, en vue d'assurer la protection de ces appellations.

Bien que la loi ait prévu cette délimitation par voie de réglementation, le conseil d'Etat, appelé à examiner ces règlements a hésité à accueillir les propositions du gouvernement tendant à la délimitation des crus et des régions. Il a estimé, en effet, que les dispositions de la loi du 1^{er} août 1905, telles qu'elles avaient été primitivement votées, ne semblaient pas donner au pouvoir exécutif une délégation suffisante pour trancher lui-même, par voie de règlement d'administration publique, les questions de propriété privée que soulève nécessairement la délimitation. Pour mettre fin à cette incertitude, le parlement, adoptant un projet de M. Cazeneuve, votait la loi du 5 août 1908 décidant qu'il serait statué par des règlements d'administration publique sur les délimitations régionales.

A la suite de cette délégation formelle, le conseil d'Etat a rendu une série de décrets sur la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance des produits. C'est ainsi que les régions productrices d'eaux-de-vie ont été délimitées par deux décrets :

Décret du 1^{er} mai 1909, portant délimitation de la région dont les produits ont droit à la dénomination Cognac.

Décret du 25 mai 1909, portant délimitation de la ré-

gion dont les produits ont droit à la dénomination *Armagnac*.

Mais on ne devait pas tarder à s'apercevoir que le principe des délimitations administratives était mauvais, et ne donnait satisfaction à personne. Aussi, quelque temps après que ces règlements sur les délimitations régionales eurent paru, le parlement était amené à approuver leur abrogation conditionnelle, d'ici cinq ans.

Ainsi les producteurs, qui ont demandé les délimitations, mais qui ne sont pas d'accord sur les limites fixées par les décrets et les commerçants qui en ont été en principe adversaires, se trouvent aujourd'hui en face des lois et de décrets non appliqués et à la veille d'être définitivement révoqués.

Au lieu de faire intervenir l'Etat en cette matière, il serait plus simple de laisser aux particuliers le soin d'établir eux-mêmes quelles sont les régions qui peuvent prétendre aux appellations d'origine : il s'établirait ainsi des usages locaux, loyaux et constants qui permettraient aux tribunaux de trancher, au cas de contestations, les différends sur l'origine, comme ceux sur la nature ou les qualités substantielles des produits. Au lieu d'édicter des règlements, qui, même lorsqu'ils sont basés sur les usages locaux constants, ne peuvent être qu'arbitraires, on serait aussi amené à s'en tenir à ces seuls usages qui permettent, grâce à l'application de la loi de 1824, d'établir des délimitations judiciaires là où

des délimitations amiables paraissent impossibles à cause de la rivalité des intérêts en jeu.

C'est d'ailleurs cette loi qui avait toujours permis aux tribunaux de trancher les questions relatives à l'emploi des appellations d'origine, et notamment à l'usage du mot *Cognac*, sans donner lieu à aucune émeute comme celles auxquelles nous avons assisté en Champagne, depuis l'intervention de l'Etat, c'est-à-dire de la politique, dans les conflits d'intérêts entre le commerce et la propriété.

Le parlement a d'ailleurs été saisi de plusieurs projets visant à étendre à tous les produits naturels la loi de 1824 et à réglementer l'accès des tribunaux aux syndicats en matière de procès concernant les appellations d'origine : *le projet Pams-Klotz* du 30 juin 1911 renvoyé à la commission d'agriculture et devenu, par la suite, *le projet Fernand David*, 7 juillet 1911, et enfin *le projet Dariac*, 8 juillet 1912. Ce dernier projet semblait être le texte définitif sur lequel discuterait le parlement; mais la commission d'agriculture de la Chambre lui a fait subir des modifications, et il se pourrait qu'avant les débats parlementaires de nouveaux changements y soient apportés, et même que ces débats portent sur une autre base, ladite commission étant saisie de nombreuses propositions.

Le parlement lui-même est obligé de convenir, dans cette question spéciale des délimitations, que l'intervention de l'Etat est funeste aux individus, qu'il serait ar-

bitraire de prétendre délimiter administrativement toutes les régions de la France, et qu'il faut laisser aux individus groupés en syndicats de défense le soin d'organiser entre eux ces délimitations ou d'y faire procéder en justice.

Cette question des délimitations judiciaires peut conduire à la loi de 1857, car les marques collectives sont envisagées par certains comme l'un des moyens de résoudre, par le libre jeu des intérêts syndiqués, le problème des délimitations et des appellations d'origine.

Mais, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, les marques collectives constituent nécessairement entre ceux qui les exploitent un état d'indivision difficile à réglementer et qui sera la source de difficultés insurmontables, du moment où les intérêts de tous ne seront plus en parfaite harmonie.

La question des appellations d'origine est extrêmement complexe. La législation qui les réglemente est loin d'être établie, et nous ne voyons pas, quant à nous, quel est le terrain sur lequel le législateur pourrait se placer pour donner satisfaction à tout le monde.

Quoi qu'il en soit, en l'état actuel de la question, et en ce qui concerne les eaux-de-vie, les noms de *Cognac* et d'*Armagnac* sont réservés aux produits récoltés et distillés dans une des communes énumérées dans les décrets de délimitation.

Quant aux eaux-de-vie provenant de vins récoltés dans une des régions délimitées, mais distillés hors de

cette région, elles n'auront droit, quelle que soit leur qualité, qu'aux noms spécifiques d'*eau-de-vie de vin*, d'*alcool de vin*, d'*esprit de vin*, mais sans aucun nom de région ou de cru.

Il importe de remarquer que certaines régions, bien que n'ayant pas fait l'objet de délimitation, donnent leur nom aux eaux-de-vie qui en proviennent : les mêmes règles doivent être appliquées dans ce cas ; c'est ainsi que pour désigner un produit sous le nom d'*eau-de-vie de Montpellier*, il faudra qu'il provienne en totalité de la distillation d'un vin donnant droit, d'après les usages locaux constants, à cette appellation.

Telle est du moins la théorie. Mais pratiquement, comment saisira-t-on celui qui se rendra coupable de la fraude, — puisque fraude il y a —, qui consiste à vendre, sous le nom réservé aux produits de telle commune, les eaux-de-vie provenant de la distillation des vins de la commune voisine, qui, elle, n'a pas été délimitée ? La composition des produits est en tous points similaire ; leurs caractères sont les mêmes. L'analyse, pas plus que la dégustation, ne permettront de déceler cette fraude. Par conséquent on ne pourra guère empêcher dans la plupart des cas de vendre une bonne eau-de-vie sous le nom d'origine auquel elle n'a légalement pas droit. Mais il sera désormais impossible de vendre du *Cognac*, de l'*Armagnac* ou tous autres produits d'origine supérieure à des prix ne permettant de livrer que des grossiers dédoublés, car la fraude serait facilement

découverte. Le commerce honnête n'en demande pas davantage : les producteurs ne sauraient se montrer plus exigeants.

SECTION II. — L'étiquetage des coupages.

Lorsque les spiritueux ne sont pas vendus tels quels, lorsqu'ils sont mélangés à de l'alcool d'industrie, sous quelles dénominations vont-ils pouvoir être vendus ?

Le décret du 3 septembre 1907 répond à cette question dans son article 7. Ses dispositions se divisent en deux catégories :

1° Les mélanges d'eaux-de-vie de fruits ou d'eaux-de-vie de vin entre elles ou avec de l'alcool d'industrie. Ils peuvent être désignés sous le nom d'*eau-de-vie*.

2° Les mélanges d'eau-de-vie de marc, de kirsch, de rhum ou de tafia avec des eaux-de-vie ou des alcools d'industrie. Ils peuvent être désignés sous leur nom spécifique accompagné du terme *fantaisie* ou tout autre les différenciant des *spiritueux* « naturels ».

§ 1. — La dénomination « eau-de-vie ».

Emploi du mot FINE et des qualificatifs visant la qualité du produit.

Le règlement du 3 septembre 1907 détermine dans son article 7, paragraphe 2, ce qu'il faut entendre par *eau-de-vie* : « Les mélanges d'eaux-de-vie de cidre, de poiré, de prunes, mirabelles, quetsch ou de tous autres fruits, avec de l'eau-de-vie de vin ou avec des alcools

d'industrie, ainsi que les mélanges d'eaux-de-vie de vin et d'alcools d'industrie, peuvent être désignés sous le nom *d'eau-de-vie* ».

Mais ce n'est pas là malheureusement une définition. C'est la reconnaissance et la consécration d'une très ancienne habitude commerciale : les liquoristes et les détaillants vendaient, en effet, sous le nom *d'eau-de-vie* des mélanges ne contenant souvent pas une goutte d'eau-de-vie naturelle. Désormais cependant, il faudra, pour pouvoir baptiser ainsi un produit, qu'il entre dans sa composition de l'eau-de-vie naturelle. Mais en n'en déterminant pas la proportion, le conseil d'Etat a laissé la porte ouverte à toutes les difficultés. La quantité minima n'étant pas précisée, on doit déduire que tout produit qui contiendra, en quelque quantité que ce soit, de l'eau-de-vie de vin ou de fruits, pourra être étiqueté *eau-de-vie* : il ne faut pas oublier, en effet, que nous sommes ici, en matière pénale, et qu'il est de droit commun d'interpréter strictement les textes.

C'est donc aux tribunaux qu'il appartient de trancher la question, suivant les cas d'espèce soumis à leur appréciation. Ils ont eu à donner leur avis à différentes reprises. Voici dans quels termes se prononçait la 8^{me} chambre du tribunal correctionnel de la Seine, le 3 juin 1911, dans un jugement rendu par M. Lemer cier dont la compétence en matière de fraude est bien connue ; le prévenu, poursuivi pour avoir mis en vente sous le nom *d'eau-de-vie* de l'alcool d'industrie aromatisé coloré au

caramel, reconnaissait les faits, mais prétendait qu'il avait additionné son produit d'eau-de-vie de Montpellier dans la proportion de 10 %.

« Attendu, dit le jugement, qu'il convient d'entrer dans des détails pour se rendre compte de la pratique ; qu'en prenant tout d'abord la définition du dictionnaire, celle que le bon sens et le public croient la véritable, on est amené à croire que l'eau-de-vie est le produit de la distillation du vin ou des liqueurs spiritueuses ; que si, au contraire, on s'en rapporte aux définitions des congrès, on apprend que l'eau-de-vie en général serait le produit du mélange d'alcool ordinaire avec de l'eau, ramené au degré de consommation ; qu'il en résulterait qu'on pourrait appeler *eau-de-vie* tout court aussi bien les eaux-de-vie naturelles que l'alcool d'industrie ramené au degré de consommation, et fixé par le Congrès à 40° ;

« Attendu qu'il tombe d'ailleurs sous le sens qu'il y a un véritable abus de l'emploi du mot *eau-de-vie*, car les mots français ont tout de même des significations distinctes et le fait de rendre synonyme d'eau-de-vie un mélange d'eau et d'alcool d'industrie ne se comprend que pour permettre aux négociants de tromper l'acheteur ; que consacrer une telle habitude commerciale, qu'une cour d'appel dans une matière analogue qualifiait d'abus fréquent, constituerait une interprétation contraire au sens et à l'esprit du décret du 3 septembre 1907 ;

« Attendu qu'on doit à la vérité de dire qu'une commission commerciale réunie au ministère de l'agriculture a donné son avis en vue d'une réglementation nouvelle ; qu'il résulte notamment des travaux de cette commission qui s'est occupée surtout des qualificatifs, qu'à l'avenir : 1° Le mot *fine*

suivi d'une dénomination géographique de région vinicole ou cidricole ne doit s'appliquer qu'à une eau-de-vie naturelle provenant exclusivement de la région indiquée ; 2° que ce même mot seul, sans dénomination géographique, ou suivi du nom du vendeur ou d'une marque de commerce ou de fabrique, impliquera qu'il s'agit exclusivement d'une eau-de-vie naturelle, par conséquent sans alcool d'industrie ; 3° qu'on pourra qualifier *eau de-vie fine* toute eau-de-vie naturelle contenant plus de 50 % d'eau-de-vie naturelle, et le reste étant de l'alcool d'industrie ;

« Attendu que, par analogie, bien que la commission n'ait pas eu à statuer sur ce point, il en résulterait que tout produit composé d'alcool d'industrie et d'eau-de-vie naturelle, cette dernière dans une proportion inférieure à 50 %, pourrait s'appeler *eau-de-vie* tout court ; qu'il faudrait donc dans l'espèce soumise au tribunal qu'il y ait tout au moins une quantité appréciable d'eau-de-vie naturelle suffisante pour que le mélange conserve les propriétés de goût et d'odeur qui caractérisent l'eau-de-vie, ce qui semble être l'esprit du décret du 3 septembre 1907 ;

« Attendu qu'un tribunal ne peut pas, en l'absence de texte, admettre que de l'alcool d'industrie simplement aromatisé et réduit au degré de consommation puisse être vendu sous le nom d'*eau-de-vie* » (1).

Ce jugement qui constitue un excellent exposé de la question ne la faisait guère avancer. Cependant les conclusions de la commission commerciale sur lesquelles il s'appuyait, devaient être sanctionnées. Comme suite

(1) Tribunal correctionnel de la Seine (8^e chambre), 3 juin 1911, *Gaz. Pal.*, 1911, 2, 43.

à ces conclusions, le ministre de l'agriculture adressait, en effet, le 12 septembre 1911, aux directeurs des laboratoires agréés, une circulaire concernant : 1° les dénominations applicables aux coupages d'eaux-de-vie naturelles avec alcool d'industrie ; 2° l'emploi du mot *Fine*.

Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire les principaux passages de cette circulaire très clairement rédigée (1) :

« Dans l'intérêt du commerce honnête et des consommateurs il m'a paru nécessaire de mettre fin à l'incertitude qui règne encore relativement aux « dénominations applicables aux coupages d'eaux-de-vie naturelles avec de l'alcool d'industrie.

« Ces dénominations manquent en effet de précision et créent ainsi une équivoque dont profitent seuls les fraudeurs.

« Le décret du 3 septembre 1907 sur les vins, les vins mousseux, les eaux-de-vie et les spiritueux, permet de désigner sous le nom d'*eau-de-vie*, les mélanges d'eaux-de-vie naturelles et d'alcool d'industrie, mais il ne fixe pas de limite aux proportions relatives des éléments se trouvant dans le mélange. Ce texte ne fait par suite aucune différence entre l'alcool d'industrie contenant une proportion infinitésimale d'eau-de-vie, par exemple, et

(1) *Journal officiel*, 6 octobre 1911.

la même eau-de-vie de vin coupée d'une petite quantité d'alcool d'industrie.

« D'autre part, le décret dont il s'agit ne contient aucune disposition concernant l'emploi du mot *Fine*.

« Dans ces conditions pour pourvoir à l'insuffisance des textes, il y avait lieu de soumettre la question à l'examen de la sous-commission commerciale de la commission instituée auprès de mon administration pour élaborer des projets de règlements relatifs à l'application de la loi du 1^{er} août 1905, en ce qui concerne les boissons, et qui compte, dans son sein, les représentants les plus autorisés de la production et du commerce des eaux-de-vie

« Les avis de cette commission, en raison de sa composition, doivent être considérés comme étant l'expression des usages loyaux du commerce, qui à défaut de dispositions explicites sont la seule base sur laquelle la répression des fraudes puisse s'appuyer.

« En conséquence vous aurez à considérer comme contrevenant à la loi, les eaux-de-vie dont la dénomination de vente ne correspond pas aux règles ci-après :

1. — Le mot *Fine*, suivi d'une dénomination géographique de région viticole ou cidricole, ne peut s'appliquer qu'à une eau-de-vie naturelle provenant exclusivement de la région ainsi désignée.

Exemples :

Fine Champagne désigne le Cognac de la grande et de la petite Champagne.

Fine Calvados désigne une eau-de-vie de cidre de Normandie.

Fine Béziers désigne une eau-de-vie de la région de Béziers.

La même règle s'applique au mot *eau-de-vie*.

Ainsi, une *eau-de-vie de Montpellier* désigne l'eau-de-vie de la région de Montpellier.

2. — Le mot *Fine*, employé seul ou suivi du nom du vendeur ou d'une marque de fabrique ou de commerce, s'applique exclusivement à une eau-de-vie naturelle pure ou à un mélange d'eaux-de-vie naturelles.

Exemples :

Fine.

Fine Supérieure.

Fine XXXX.

Fine de la Maison.

Grande Fine.

3. — La dénomination *eau-de-vie* accompagnée du qualificatif *fine* ou d'un adjectif visant la qualité du produit ne peut s'appliquer qu'à une eau-de-vie naturelle ou à un mélange d'alcool d'industrie et d'eau-de-vie naturelle contenant au moins 50 % de cette dernière.

Exemples :

Eau-de-vie Fine.

Eau-de-vie Surfine.

Eau-de-vie Superfine.

Grande eau-de-vie Fine.

Eau-de-vie Supérieure.

Eau-de-vie Extra.

4. — Le mot *eau-de-vie* employé seul ou accompagné d'un qualificatif ne visant pas la qualité du produit peut s'appliquer aux coupages d'alcool d'industrie et d'eau-de-vie naturelle contenant moins de 50 % de cette dernière ou à l'alcool d'industrie réduit au degré de consommation.

Exemples :

Eau-de-vie.

Eau-de-vie Blanche.

Blanche.

Eau-de-vie Jaune.

Jaune.

Eau-de-vie du Nord.

Eau-de-vie de Grains.

J'estime que la présence d'attributs ou signes tels que : feuilles de vigne, grappes de raisins, etc... sur une étiquette couvrant une eau-de-vie de cette catégorie n'est pas admissible et constitue une infraction à l'article 13 du décret du 3 septembre 1907... »

Cette circulaire qui puise son importance dans les conditions de son élaboration fut bien accueillie. Elle venait, disait-on, éclairer enfin la question, les solutions précises qu'elle donne étaient d'une grande importance pour le commerce qui y voyait l'aplanissement de nombreuses difficultés. L'illusion n'a pas été de longue durée. La disposition la plus importante de cette dernière circulaire est contenue dans son numéro 3 qui admet

l'appellation *eau-de-vie* pour un dédoublé d'alcool d'industrie. Cette interprétation, qui comblait les vœux de nombreux commerçants, est juridiquement dénuée de valeur. Elle est en effet contraire à l'article 7 du décret du 3 septembre 1907, décret rendu en application de la loi du 1^{er} août 1905, conformément à l'article onze, et qui réglemente seul valablement la question. Aussi la cour de cassation, dans un arrêt du 12 septembre 1911, a refusé d'admettre cette dénomination, et a déclaré que, conformément aux termes du décret de 1907, « la dénomination *eau-de-vie* ne peut s'appliquer à l'alcool d'industrie non coupé d'eau-de-vie de vin ou de fruits ». A la suite de cet arrêt, les commerçants sont de nouveau plongés dans une incertitude des plus regrettables car elle est très gênante pour les affaires.

Ainsi la question n'a pas fait un pas depuis 1907 : tant qu'un règlement d'administration publique ne sera pas venu édicter des règles précises, il faudra donc s'en tenir aux termes du décret du 3 septembre 1907 : un produit, pour être étiqueté *eau-de-vie*, doit contenir de l'eau-de-vie naturelle en quelque quantité que ce soit. Il ne saurait y avoir aucun doute à ce sujet. Toutefois par mesure de prudence, et pour éviter toute contestation il vaudra mieux ne vendre un produit sous le nom d'*eau-de-vie*, que lorsqu'il présentera les qualités de goût et d'odeur qui caractérisent l'eau-de-vie naturelle.

A plus forte raison faudra-t-il s'inspirer de cette idée, si l'on veut faire suivre la dénomination *eau-de-vie* d'un

qualificatif visant la qualité. Mais nous sommes d'avis qu'en cette matière, il ne saurait y avoir de critérium. En conséquence, on ne peut raisonnablement prétendre qu'une eau-de-vie, pour être qualifiée *supérieure* ou *extra*, doive obligatoirement contenir plus de 50 % d'eau-de-vie naturelle. De tels qualificatifs n'ont en effet qu'une valeur toute relative ; ils peuvent s'appliquer indifféremment aux produits naturels et aux produits de fantaisie, et le commerçant qui les emploie, les distribue d'après son goût personnel ou, plus généralement, d'après ses prix de revient.

Les dispositions de l'article 3 de cette circulaire ne nous semblent donc pas avoir juridiquement plus de valeur que celles de l'article 4.

D'ailleurs, il faut bien remarquer que la loi du 1^{er} août 1905 n'atteint pas les tromperies sur la qualité proprement dite ; c'est une chose essentiellement subjective, et qui ne peut être définie : elle varie suivant le goût de chaque acheteur. Telle eau-de-vie par exemple pourra être estimée supérieure par l'un, que l'autre jugera commune et indigne d'un semblable qualificatif.

Réglementer la qualité consisterait à réglementer le goût des individus, et le législateur, quelle que soit sa sollicitude pour l'acheteur, ne peut tout de même pas aller jusque-là !

§ 2. — Les produits de FANTAISIE.

Emploi du qualificatif VIEUX.

Les mélanges d'eau-de-vie de marc, de kirsch, de rhum, ou de tafia avec des eaux-de-vie ou avec des alcools d'industrie, peuvent être désignés sous leur nom spécifique, mais accompagnés du terme *fantaisie* ou d'un qualificatif les différenciant des produits définis à l'article 6 du décret du 3 septembre 1907, de telle façon qu'aucune confusion ne puisse se produire dans l'esprit de l'acheteur sur la nature ou l'origine des produits (1).

C'est ainsi que les *spiritueux* « naturels » mélangés à des alcools d'industrie, pourront être étiquetés :

Eau-de-vie de vin fantaisie.

Eau-de-vie de cidre fantaisie.

Eau-de-vie de marc fantaisie.

Marc fantaisie.

Quetsch fantaisie.

Rhum fantaisie.

Kirsch fantaisie.

Ici encore, bien que la loi n'ait fixé aucune limite extrême aux proportions réciproques des éléments du mélange, il sera prudent que la proportion de spiritueux pur soit assez grande pour que le mélange présente à la dégustation les caractères dudit spiritueux.

Il importe de remarquer qu'il y a une différence sui-

(1) Décret du 3 septembre 1907, art. 7, alinéa 3.

vant que l'alcool d'industrie est mélangé à des eaux-de-vie naturelles ou aux autres spiritueux visés par l'article 6 du présent décret.

Dans le premier cas, le coupage peut, ainsi que nous l'avons dit, être étiqueté *eau-de-vie*. Dans le second cas, au contraire, il faut faire suivre le nom spécifique du produit du terme *fantaisie* ou d'un qualificatif équivalent.

Cette différence de situation est assez choquante ; le terme *fantaisie* évoque en effet l'idée d'un produit fabriqué, tandis que la dénomination *eau-de-vie* évoquerait plutôt, au contraire, celle d'un produit pur.

Le service de la répression des fraudes a pensé remédier à cette inégalité en faisant savoir aux intéressés que l'on pouvait étiqueter les mélanges de spiritueux *naturels* et de trois-six de la façon suivante :

Eau-de-vie au rhum.

Eau-de-vie au marc.

Eau-de-vie rhummée.

Eau-de-vie marée.

Mais ces dénominations sont pratiquement peu employées, car elles ne correspondent pas à un usage commercial.

On a, en effet, l'habitude de désigner ces produits par leur nom spécifique. Pour satisfaire aux exigences de la loi il a donc bien fallu faire suivre ce nom du terme *fantaisie* ou de tout autre qualificatif susceptible de dif-

férencier les coupages, des produits purs de tout mélange.

L'adjonction d'épithètes autres que *fantaisie* a précisément été la source, dans la pratique, de nombreuses difficultés. Il s'agissait, en effet, de trouver un terme plus approprié que cette expression *fantaisie* qui ne s'explique pas et est susceptible de déconsidérer un produit qui, bien que n'étant pas pur de tout mélange, pourrait cependant avoir une certaine valeur auprès de l'ensemble des consommateurs.

Le commerce proposait les qualificatifs *type* et *de commerce*, qui semblent répondre beaucoup mieux à la réalité. Mais le service de la répression des fraudes a estimé qu'ils ne différencient pas assez nettement les coupages, des produits naturels purs de tout mélange.

Une exception, cependant, est faite pour le kirsch, en vertu de très anciens usages commerciaux.

Une circulaire du Ministère de l'Agriculture du 6 mars 1908 (1) est venue disposer que les *kirschs* ne répondant pas à la définition du § 5 de l'article 6 du décret du 3 septembre 1907 doivent être classés en deux catégories:

« 1° Produits obtenus par simple dissolution d'essence naturelle ou artificielle dans l'alcool d'industrie. Ils doivent être désignés sous le nom de *kirsch artificiel* ou *d'imitation*...

(1) Cf. Monier, Chesney et Roux, *Traité des fraudes et falsifications*, t. II, p. 259.

« 2° Produits obtenus par coupage de kirsch pur avec de l'eau-de-vie de vin ou de l'alcool d'industrie, additionnés ou non d'alcoolat de noyaux, ainsi que les produits obtenus par distillation de noyaux, ou par distillation d'alcool en présence de cerises ou de merises fermentées et de noyaux. Ces produits peuvent être mis en vente sous les noms de *kirsch fantaisie*, *kirsch de commerce*, *eau-de-vie au kirsch* ou sous toute autre dénomination ne permettant pas de les confondre avec le *kirsch véritable*. »

Pour les spiritueux autres que le kirsch, on a donc cherché, dans la pratique, un qualificatif répondant à l'esprit de la loi et l'expression *Façon* semble avoir été adoptée, faute de mieux, par le plus grand nombre, concurremment et de préférence à *Fantaisie*.

C'est ainsi que, dans le commerce de gros, on dit plutôt *Façon Rhum* que *Rhum Fantaisie*, pour désigner les coupages de rhum et de trois-six.

Le terme *fantaisie* ou tout autre qui le remplace, ne peut figurer dans la dénomination d'un produit, qu'autant qu'il accompagne un nom générique ; mais on ne saurait faire suivre d'aucun qualificatif de ce genre un nom qui désigne l'origine géographique d'un produit et non son espèce. C'est ainsi qu'un coupage d'eau-de-vie de la région de Cognac et d'alcool d'industrie ne pourrait pas être vendu sous le nom de *Cognac fantaisie* ; il ne pourrait être étiqueté que *eau-de-vie* tout court.

Emploi du qualificatif «vieux».

Les commerçants mettent couramment en vente des produits qu'ils font suivre du qualificatif *vieux*. Aucun texte ne réglemente l'emploi de ce mot : ni la loi, ni les règlements d'administration publique, ni les circulaires du ministre de l'agriculture. A l'encontre d'un jugement du tribunal correctionnel de la Seine qui déclarait qu'on ne conçoit ce qualificatif « que si le produit s'est bonifié avec le temps, et s'il a acquis des qualités substantielles lui donnant une valeur commerciale réelle et appréciable au goût » (1), il nous semble que ce terme n'implique nullement la qualité du produit. En conséquence, il ne peut pas être assimilé, pour la réglementation de son emploi, aux mots *fin*, *surfin*, *supérieur*, *extra* qui, eux, visent exclusivement la qualité, et ne doivent être appliqués, — si l'on en croit les termes de la circulaire du 12 septembre 1911 précitée —, qu'aux mélanges contenant au moins 50 % d'eau-de-vie naturelle. Un produit peut être, en effet, à la fois de qualité inférieure et vieux, bien qu'il soit plus courant, à la vérité, de laisser vieillir de préférence les produits purs. Nous estimons cependant qu'un *rhum fantaisie* par exemple, préparé depuis un temps assez long, peut être étiqueté *Rhum de fantaisie vieux*, de même que l'on peut mettre en vente une *Eau-de-vie vieille*.

(1) Trib. corr. de la Seine, 3 juin 1911, *Gaz. Pal.*, 2 juillet 1911, 2, 43.

En résumé, il faut, dans tous les cas, que l'appellation du produit mis en vente corresponde à sa composition réelle.

SECTION III. — L'étiquetage des produits artificiels.

Il faut entendre par là des produits qui ne sont à aucun degré des produits naturels ; ce sont, dans l'espèce, des spiritueux factices fabriqués avec de l'alcool d'industrie dédoublé et des bouquets artificiels ou des essences, sauces, et parfums divers naturels ou synthétiques. La fabrication et la vente de tels produits ne sont interdites, ni par la loi, ni par les règlements d'administration publique. S'il est en effet expressément défendu de fabriquer du *vin*, des *cidres*, des *poirés artificiels* (1), aucun texte ne vient interdire de fabriquer des *eaux-de-vie* et *spiritueux artificiels*.

Mais il est évident que ces produits ne doivent pas être vendus sous les dénominations réservées à des produits naturels, mais sous des appellations telles que l'acheteur soit bien renseigné sur ce qu'il achète.

Comment étiqueter de semblables produits ? Leur nom spécifique pourra bien figurer dans la dénomination sous laquelle ils seront mis en vente, mais il devra être suivi d'un qualificatif tel qu'il apparaisse nettement et sans aucun doute possible qu'il s'agit de produits fa-

(1) Loi du 28 juillet 1912, art. 4.

briqués de toutes pièces et non de spiritueux totalement ou partiellement naturels.

C'est ainsi que l'on pourra mettre en vente par exemple du *Rhum artificiel*, du *Kirsch d'imitation*, de l'*Eau-de-vie synthétique* ; on peut en effet, employer à la rigueur le qualificatif *synthétique* ou l'expression *de synthèse* ; ces termes impliquent bien, en effet, qu'il s'agit de produits entièrement fabriqués.

CHAPITRE IV

Falsifications. — Manipulations licites.

Bien que les spiritueux *naturels* doivent être livrés au consommateur à l'état pur, il ne faudrait pas croire qu'ils soient mis en vente tels que les fournit la distillation. A la sortie de l'alambic, les spiritueux sont en effet à peu près incolores et d'un degré alcoolique généralement élevé. Il faut leur faire subir certaines manipulations. Quelles sont les manipulations qui sont considérées comme licites, quelles sont au contraire celles qui sont prohibées à raison de leur caractère frauduleux ?

L'article 8 du décret du 3 septembre 1907, vient déclarer qu'il faut considérer comme frauduleuses « les manipulations et pratiques destinées à modifier l'état naturel des eaux-de-vie et spiritueux dans le but de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles, la composition ou l'origine de ces produits. »

L'état naturel des eaux-de-vie et spiritueux purs de tout mélange, peut d'abord être modifié en mêlant de l'alcool d'industrie à un spiritueux destiné à être vendu comme produit pur ou même avec indication d'origine.

Cette falsification est difficile à découvrir car elle n'est généralement pas révélée par l'analyse. Nous avons signalé les précautions que prend la régie pour éviter qu'elle se produise : elle surveille la production des eaux-de-vie, et elle n'accorde le privilège de l'acquit blanc, qui fait foi de la pureté du produit, qu'à celles qui sont produites sous son contrôle ; elle les suit enfin sur des comptes et dans des entrepôts séparés.

Une seconde falsification consiste à ajouter à de l'alcool d'industrie, des produits chimiques ou autres (sauces, bonificateurs) destinés à lui donner l'apparence et le goût d'un spiritueux *naturel* sous le nom duquel il est ensuite vendu. Cette falsification était facilitée par l'offre de produits chimiques de toute sorte, d'origine allemande principalement : les négociants recevaient sans cesse des prospectus vantant l'excellence de semblables produits. « Ce sont des colorants, des bouquets, des extraits, des sèves, des essences, qui permettent soit de fabriquer de toutes pièces des vins et des eaux-de-vie, soit d'améliorer pendant un certain temps, assez longtemps pour qu'on puisse les vendre, les vins gâtés, malades, pourris, soit d'imiter des vins et des eaux-de-vie des grands crus (1) ». Pour enrayer ce mode de falsification, il fallait tout d'abord rendre ces pratiques impossibles, et couper court à ce commerce qui constituait une véritable provocation à la fraude.

(1) F. Larnaude, *op. cit.*, p. 17.

L'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905 est venu accomplir cette tâche en punissant des peines prévues par l'article 1^{er} de cette loi :

«...4° Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront sous forme indiquant leur destination, des produits propres à effectuer la falsification des boissons, et ceux qui auront provoqué à leur emploi par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques. »

Cette innovation est due à M. Cazeneuve qui proposa et fit admettre ce texte au cours d'une discussion soulevée par un amendement de M. Sarraut (1), amendement dont les termes généraux permettaient de poursuivre non seulement la vente et l'exposition de ces produits, mais aussi leur fabrication. Il a fallu qu'un texte postérieur vint interdire cette fabrication (2).

Mais l'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905 mettait, comme condition aux poursuites, que ces produits propres à effectuer les falsifications « soient vendus sous forme indiquant leur destination. » Le fait d'offrir de tels produits, cessait d'être délictueux si le vendeur indiquait qu'il s'agit seulement de préparer des spiritueux artificiels. Distinction subtile en vérité, qui permettait de tourner constamment la loi ! La loi du 28 juillet 1912

(1) *J. Off.*, Chambre des députés, 17 novembre 1904 et 16 décembre 1904.

(2) Loi du 29 juin 1907, alinéa 4, remplacé par la loi du 28 juillet 1912, alinéa 4.

est venue modifier par son article 1^{er} la rédaction de ce paragraphe, rendant ainsi plus efficace la répression de ce commerce : pour que le délit soit caractérisé, il suffit que l'intention frauduleuse et la mauvaise foi du prévenu soient établies ; il faudra prouver qu'il connaît la destination des substances prohibées qu'il met en vente.

Ces dispositions sont complétées par l'article 4 de cette même loi du 28 juillet 1912, qui remplace l'article 4 de la loi du 29 juin 1907, dont l'interprétation soulevait des controverses. Ce texte précise les conditions de la répression du commerce des substances propres à effectuer des falsifications ; il se combine avec les articles 2 et 8 du décret du 3 septembre 1907, en faisant tomber sous le coup des peines prévues à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905 : « Ceux qui fabriqueront, exposeront, mettront en vente ou vendront, connaissant leur destination, des substances ayant une quelconque des destinations suivantes :

« Améliorer et bouqueter les moûts, les vins ou les eaux-de-vie naturelles, en vue de tromper l'acheteur sur leurs qualités substantielles, leur origine ou leur espèce...

« Donner à des spiritueux destinés à la consommation, sous quelque nom que ce soit, les caractères d'une eau-de-vie naturelle, en faussant les résultats de l'analyse ;

« Masquer la falsification d'une boisson quelconque en faussant les résultats de l'analyse. »

Ces pénalités sont également applicables à « ceux qui, connaissant la destination de ces substances, auront provoqué à leur emploi par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques. »

La détention sans motifs légitimes de produits propres à effectuer la falsification des boissons, n'était pas réprimée par suite d'une omission très regrettable du législateur dans la rédaction du sixième paragraphe de l'article 4 de la loi du 1^{er} août 1905.

L'énumération contenue dans ce texte étant limitative et les tribunaux ne pouvant apporter aucune modification par voie d'interprétation aux textes qu'ils sont chargés d'appliquer, la huitième chambre du tribunal correctionnel de la Seine avait jugé, le 29 octobre 1910, qu'on ne peut que relaxer l'inculpé prévenu d'avoir été trouvé détenteur dans ses magasins de produits propres à effectuer la falsification des boissons (1). La loi du 28 juillet 1912 est venue réparer cette omission par son article 2. L'article 4 *in fine*, punit également la détention des substances qu'il énumère.

Ainsi donc les falsifications sur les spiritueux sont sévèrement réprimées. Il importe de dégager maintenant

(1) Trib. corr. de la Seine, 29 octobre 1910, *Gazette du Palais*, 16 mars 1911.

quelles sont les manipulations qui ne constituent pas une pratique frauduleuse et que l'on peut par conséquent leur faire subir sans avoir à redouter aucun inconvénient.

Les spiritueux naturels, incolores et d'un degré élevé à la sortie de l'alambic gagnent de la coloration en dissolvant certains principes tannants et résineux du bois des fûts qui les contiennent, et, par un séjour prolongé dans ces fûts, perdent généralement de leur force alcoolique et s'améliorent. Mais il faut un temps très long pour arriver à ce résultat et les prix de ces produits sont dans ce cas très élevés. Les exigences du commerce, celles surtout des consommateurs qui ne veulent ou ne peuvent pas aborder des prix élevés obligent à consommer des produits jeunes. Pour les rendre consommables, il faut leur faire subir des manipulations tendant à réduire leur degré, à leur donner du *moelleux* et de la couleur et cela plus spécialement en ce qui concerne les eaux-de-vie de vin, les rhums et les tafias.

On rabaisse le degré des spiritueux par addition d'eau distillée, ou mieux encore, au moyen de préparations à faible degré que l'on appelle *petites eaux*. Ces petites eaux, obtenues en faisant séjourner, pendant plusieurs mois, dans de bons fûts partiellement remplis de copeaux de bois, des spiritueux préalablement ramenés à 20° environ, jouent un rôle très important dans la préparation des eaux-de-vie auxquelles elles contribuent à donner la qualité et l'arôme qui les font rechercher.

Cette question pourtant très simple de la *réduction du degré des spiritueux*, a soulevé de nombreuses difficultés au sujet de leur force alcoolique minima.

Aucune disposition législative ou réglementaire ne vient fixer, pour les spiritueux, un degré minimum de consommation. D'après les lois fiscales, les négociants, marchands en gros ou débitants, peuvent abaisser le degré des spiritueux (1). La loi du 31 mars 1903 prévoit expressément cette opération. L'article 23 *in fine*, dispose en effet :

« Si un mouillage est nécessaire pour ramener au degré de consommation des eaux-de-vie et alcools naturels ou rhums qui auraient été fabriqués à un degré supérieur, cette opération devra faire l'objet d'une déclaration indiquant la quantité d'eau qui doit être ajoutée et l'augmentation de volume qui en résultera. »

D'autre part, le règlement du 3 septembre 1907 applicable aux eaux-de-vie et spiritueux n'a pas indiqué le titre alcoolique minimum que devraient présenter ces produits.

Il est donc régulier de ramener un spiritueux au degré de consommation, cela ne fait aucun doute. Mais la difficulté naît précisément de savoir ce que l'on doit entendre par *degré de consommation*, aucun texte ne tranchant la question.

Il est évident que les commerçants ne jouissent pas à

(1) Loi du 28 avril 1816, art. 100 ; loi du 29 décembre 1900, art. 6.

cet égard d'une liberté illimitée ; on ne pourrait admettre par exemple, que l'on vende de l'eau-de-vie qui titrerait 14° ou 15° ! Une semblable réduction aurait en effet pour résultat d'enlever à ce produit son caractère naturel, et tomberait sous le coup de la loi de 1905.

Puisqu'aucun texte ne détermine ce qu'il faut entendre par *degré de consommation*, il faut s'en rapporter aux usages commerciaux. Or la plupart des spiritueux, rhum, cognac, kirsch, etc... sont vendus à la consommation à des titres variant de 40° à 50°. Cependant on peut rencontrer de très vieilles eaux-de-vie naturelles, ne pesant pas plus de 35°. Ce chiffre aurait donc pu constituer le degré minimum auquel on aurait pu réduire les *spiritueux « naturels »*, et les mettre en vente sous leur nom spécifique. Or, le service de la répression des fraudes, et après lui les tribunaux, se sont prononcés pour le chiffre minimum de 40°. C'est ainsi qu'un arrêt de la cour de cassation du 20 mai 1911 refuse la qualification de *genièvre* à tous produits alcooliques titrant moins de 40° ; les spiritueux vendus au-dessous de 40° ne perdent pas le droit à leur appellation, mais leur nom spécifique doit être suivi de la mention : *Réduit à X°*. Voici par exemple un *rhum Martinique*, qui, de 58° à 60°, titre auquel l'a livré l'usine, a été ramené à 38°. Il devra être facturé et étiqueté.

Rhum Martinique, réduit à 38°.

Faute de faire figurer cette indication de réduction,

le commerçant qui l'aurait mis en vente, serait susceptible d'être poursuivi et condamné.

Pourquoi ce chiffre minimum de 40° ? Parce que le deuxième congrès de la répression des fraudes, tenu à Paris en 1909, l'avait adopté, dans sa séance du 19 octobre 1909, à une voix de majorité ! (1).

Ainsi, nous sommes ici en plein arbitraire ! En aucun cas, les conclusions d'un congrès ne sauraient avoir force de loi ! Seuls une loi ou un règlement d'administration publique pouvaient trancher la question de façon aussi péremptoire. C'est ainsi que l'ont jugé certains tribunaux qui n'ont pas admis la culpabilité du négociant poursuivi pour avoir vendu, sans indication de degré, un spiritueux réduit au-dessous de 40°. Mais ils n'ont pas observé tous cette sage réserve et de nombreux commerçants ont été condamnés pour ce fait, au mépris du principe *Nulla pœna, sine lege*.

Les groupements commerciaux, émus à juste titre, n'ont cessé de faire entendre des protestations, si bien que, le 3 janvier 1913, M. Roux, se rendant à leurs justes raisons, n'a pas craint d'abandonner sa première façon de voir : dans une circulaire qu'il adressait à cette date aux directeurs des laboratoires agréés, qui sont chargés d'analyser les échantillons prélevés, et qui concluent s'ils répondent ou non aux exigences de

(1) V. Compte rendu des travaux du deuxième congrès international de la répression des fraudes.

la loi, il leur recommandait, en effet, de ne plus relever d'infraction quand les échantillons de spiritueux soumis à leur appréciation sont réduits au-dessous de 40° sans déclaration de réduction.

Cette sage mesure est malheureusement tardive, puisque de nombreux commerçants, à qui on n'avait pas autre chose à reprocher, ont été injustement condamnés.

Jusqu'à ce qu'un texte réglementaire soit venu édicter une solution précise, c'est donc l'incertitude qui subsiste, car ces instructions peuvent être modifiées du jour au lendemain. Cette situation est très gênante pour le commerce qui ne sait quelle conduite adopter, ne pouvant connaître exactement ni ses droits, ni ses obligations.

La réduction de degré n'est pas la seule opération que l'on puisse faire subir aux spiritueux purs, sans qu'ils perdent pour cela le droit à leur nom spécifique. C'est ainsi que pour donner aux spiritueux de distillation récente le moelleux qui leur manque, il est d'usage de les *édulcorer* légèrement. Aucune disposition législative ou réglementaire ne vient interdire cette pratique que tolère l'administration des contributions indirectes. En conséquence, l'édulcoration obtenue au moyen d'une légère addition de caramel ou de sirop vierge, reste une opération licite.

La question de la *coloration* a soulevé plus de difficultés. De temps immémorial, il est d'usage de colorer les spiritueux au moyen de brou de noix, de coques d'a-

mandes, de solution de tannin, ou encore à l'aide de certains fruits secs comme les prunes, les pruneaux, ou de certaines infusions. C'est ainsi que, dans son code des falsifications, Desclozeaux écrivait à propos du rhum : « Comme tous les spiritueux lorsqu'il sort de l'alambic, le rhum est blanc, incolore. Pour lui donner une teinte ambrée et afin d'augmenter le goût particulier qu'on recherche dans cette boisson alcoolique, on y fait infuser du caramel, des pruneaux, de la raclure de cuir tanné neuf, des infusions de clous de girofle, du goudron, etc... Ces infusions se nomment *saucés*, et varient dans les différentes rhumeries ; de là la diversité des rhums que les connaisseurs estiment suivant le bouquet particulier à chacun. Ce n'est pas là de la falsification, mais de la fabrication, et sans ces manipulations le rhum ne serait plus du rhum (1) ». Cela n'a pas empêché l'administration de décider par un arrêté du 28 juin 1912, que *seul, le caramel pouvait être employé pour colorer les spiritueux « naturels »*. Justement ému de cette mesure rigoureuse, le Syndicat National du Commerce en gros des vins, spiritueux et liqueurs de France a fait diverses démarches auprès du Ministère de l'Agriculture pour obtenir que l'emploi du brou de noix soit autorisé ; ces démarches qui n'ont pas abouti, ont provoqué de la part du service de la répression des fraudes la lettre explicative suivante :

(1) J. Desclozeaux, *Code des falsifications*, p. 330.

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE

Paris, le 9 août 1912.

Monsieur le Président du Syndicat National
du Commerce des vins en gros, Paris.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur la situation spéciale qui est faite à un grand nombre de vos adhérents par l'application de l'arrêté du 28 juin dernier relatif aux colorants.

Cet arrêté ne permettant pas, par son article 8, la coloration des eaux-de-vie naturelles, sinon au moyen du caramel, votre Syndicat National demande que l'emploi du « brou de noix » soit également autorisé.

J'ai l'honneur de vous faire observer que l'exclusion de tous colorants autres que le caramel ne vise que la coloration des eaux-de-vie naturelles ; l'arrêté du 28 juin dernier n'a fait que s'inspirer à cet égard de la tolérance admise par l'administration des contributions indirectes qui considère qu'une addition légère de caramel et de sucre aux eaux-de-vie ne leur fait pas perdre le bénéfice de l'acquit blanc.

C'est là une simple tolérance, car les dispositions des derniers paragraphes de l'article 23 de la loi du 31 mars 1903 portent que les eaux-de-vie naturelles, qui ont reçu l'addition de substances propres à en modifier la composition et le goût, en d'autres termes à leur donner l'apparence de qualités qu'elles n'ont pas, ne peuvent bénéficier des acquits blancs.

La tolérance dont il s'agit ne pouvait aller jusqu'à admettre l'addition de produits fréquemment employés tels que feuilles de thé, de tilleul, bois de réglisse, capillaire du Canada, racine d'iris, vanille, prunes sèches d'Agen, raisins secs, figues sèches, cachou, coques d'amandes vertes torréfiées, et enfin brou de noix.

D'ailleurs le service de la répression des fraudes avait envisagé, à un certain moment, la possibilité d'admettre en même temps que le caramel l'addition de coques d'amandes et de brou de noix, mais il a dû reconnaître que la loi précitée du 31 mars 1903 ne permettait pas de s'engager dans cette voie, et surtout il s'est heurté aux protestations très vives des producteurs d'eaux-de-vie naturelles, de la région de Cognac notamment. Ce sont ces producteurs qui, dans les congrès de la répression des fraudes de Genève et de Paris, ont fait adopter ce principe... »

Recevez, etc...

Le Ministre de l'Agriculture,

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Directeur des services sanitaires et scientifiques et de la répression des fraudes,

Signé : Roux (1).

Cette lettre vient d'enlever tout espoir aux négociants qui comptaient pouvoir continuer, comme ils l'avaient toujours fait, à colorer librement les spiritueux. Le ca-

(1) Extrait du *Bulletin du Syndicat national*, septembre 1912.

ramel n'est pas, en effet, un colorant idéal : son pouvoir est plus ou moins intensif suivant sa fabrication, et son goût spécial risque de dénaturer celui de la marchandise. De plus, l'addition du caramel accentue la différence entre le *degré apparent* et le *degré réel*, ce qui peut attirer des ennuis, soit de la part de la régie, soit de la part du client.

En résumé, les seules manipulations dont les spiritueux purs, visés par l'article 6 du décret du 3 septembre 1907, peuvent être l'objet, sont : la *réduction de degré* dans les conditions que nous avons exposées, l'*édulcoration* dans les conditions où l'autorise l'administration des contributions indirectes, et la *coloration au moyen du caramel*. Toute autre manipulation constituerait une pratique illicite pouvant donner naissance à des poursuites contre les négociants qui s'y livreraient. Par exemple, l'*addition de bonificateurs* dans les eaux-de-vie naturelles, de *saucés* dans les rhums, — de combien cependant en ont-ils déjà été additionnés à la fabrication —, de *parfums synthétiques* dans les divers spiritueux, constitue une manipulation frauduleuse et par suite prohibée.

Ainsi le commerce des spiritueux est pris dans un réseau de réglementation, qui se resserre sans cesse et qui l'étouffera, à moins qu'il ne s'en libère tout-à-fait en se désintéressant de la vente des produits dits naturels, pour ne vendre que des produits soigneusement préparés et manutentionnés, qui n'emprunteront que des noms

génériques; la qualité sera la meilleure garantie ainsi que le nom, la réputation et l'honorabilité de la maison.

Toutes les dispositions restrictives que nous avons exposées, ne s'appliquent en effet qu'aux *produits purs*. Elles laissent de côté les *produits de fantaisie*, et à plus forte raison les *produits artificiels* qui peuvent être l'objet de toutes manipulations utiles ; on ne saurait prétendre, dans ce cas, que ces pratiques présentent un caractère frauduleux, puisqu'elles ne peuvent avoir pour résultat de *modifier l'état naturel* des produits sur lesquels elles portent et qu'elles n'ont pas pour but de tromper l'acheteur.

Les *spiritueux de fantaisie* peuvent donc être librement manutentionnés, réduits, colorés et édulcorés, présentés en un mot au mieux des intérêts des consommateurs qui, enfin éclairés par leur propre expérience, renonceront d'eux-mêmes à consommer des *spiritueux « naturels »*, du moins quand ils ne pourront pas aborder les prix élevés qui permettent de livrer des produits qui se sont naturellement bonifiés avec le temps.

A vendre, en effet, des spiritueux tels que les fournit la distillation, on a vite fait de s'apercevoir des défauts de la pureté ! Combien de négociants, qui n'avaient jamais encouru aucun reproche de leur clientèle à qui ils livraient des produits préparés intelligemment et répondant parfaitement à leurs besoins et à leur goût, reçoivent, depuis qu'ils ne peuvent plus toucher aux produits qu'ils expédient, réclamation sur réclamation, et

voient leurs affaires diminuer chaque jour ! La planche de salut du commerce des spiritueux, et tout spécialement des eaux-de-vie, est dans la création de marques individuelles exclusives de toutes conditions d'origine. Si bien qu'en fin de compte, il se pourrait bien que cette réglementation à outrance nuise gravement à ceux qui, de l'aveu même de M. Roux, en sont les seuls responsables, l'ayant provoquée, aux producteurs eux-mêmes.

CHAPITRE V

Mesures propres à éviter les fraudes.

Il semble parfois que cette boutade d'un humoriste : « Les lois sont faites pour être tournées », soit l'expression de la vérité. Toujours est-il que, pour éviter que des esprits trop ingénieux trouvent le moyen d'échapper au but de la loi tout en se conformant à ses dispositions, les règlements d'administration publique rendus en application de la loi du 1^{er} août 1905, ont édicté de nombreuses mesures de détail, propres à écarter toute possibilité de fraude.

Le rédacteur du décret du 3 septembre 1907, s'est évertué à prévoir et à prohiber les moindres procédés commerciaux susceptibles de créer dans l'esprit de l'acheteur un doute au sujet de la nature ou de l'origine du produit qui lui est livré. Il a été ainsi amené à entrer dans les détails matériels de l'offre, de la présentation et de l'étiquetage des spiritueux, et à édicter prohibitions sur prohibitions, sans en mesurer exactement la portée au point de vue des intérêts et des usages commerciaux, ce qui eût été pourtant de la bonne pré-

voyance. Il est bon de protéger l'acheteur ; mais ce n'est pas une raison pour compliquer à plaisir le métier du commerçant qui se perd dans un véritable dédale de réglementations.

C'est ainsi qu'après avoir prescrit l'obligation d'adjoindre au nom spécifique d'un spiritueux naturel coupé avec de l'alcool d'industrie, le terme *fantaisie* ou tout autre qualificatif apte à éviter une confusion entre le coupage ainsi obtenu et le produit pur, l'article 7 du décret du 3 septembre 1907 en réglemente les conditions d'emploi. Il ressort des termes mêmes du texte que le mot *fantaisie*, ou tout autre qui le remplace, doit *accompagner* le nom spécifique du produit : il faut qu'il figure sur l'étiquette immédiatement après ce nom, formant avec lui un tout. Le fait de faire figurer sur l'étiquette le seul nom spécifique et d'apposer sur un autre endroit de la bouteille, sur le col par exemple, le terme *fantaisie*, serait contraire à l'esprit du texte, et pourrait donner lieu à des poursuites. Ce n'est pas tout : il faut, conformément au dernier paragraphe de l'article 7, que le qualificatif employé, ainsi d'ailleurs que toutes les inscriptions et marques servant à désigner les mélanges figurent dans le corps de l'étiquette imprimés en caractères de même dimension et de même grosseur que le nom du produit.

Puis, c'est l'article 9 qui vient édicter une série de dispositions tendant à bien renseigner l'acheteur qui se présente dans un magasin de détail. Le commerçant qui

vend des spiritueux dans ces conditions, doit apposer sur les bouteilles, récipients et emballages, une inscription indiquant en caractères apparents la dénomination sous laquelle ces produits sont mis en vente, ou détenus en vue de la vente. Cette inscription doit être rédigée sans abréviations et disposée de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit. Cette obligation concerne exclusivement les établissements où s'exerce le commerce de détail des spiritueux. Le commerçant de gros y échappe complètement. Cet article n'a pas pour conséquence d'obliger le détaillant à indiquer l'origine et la nature des produits offerts ; ce commerçant est simplement tenu de mentionner la dénomination sous laquelle le produit est mis en vente, par exemple *Rhum*, ou *Eau-de-vie de vin*, s'il s'agit de ces spiritueux. Une dénomination d'ordre général telle que *Spiritueux supérieur* serait insuffisante ; de même une pancarte annonçant que *tous les produits vendus dans l'établissement sont de fantaisie*, ne dispenserait pas de l'obligation d'étiqueter chaque récipient. Il importe peu que les spiritueux soient destinés à être consommés sur place ou à être emportés.

Poursuivant son œuvre de prévention, le rédacteur s'est ensuite avisé que certains négociants, peu scrupuleux à la vérité, avaient l'habitude d'employer des procédés qui risquaient peut-être d'induire l'acheteur en erreur en créant dans son esprit une confusion sur la nature ou sur l'origine du produit vendu. C'est ainsi que

tel commerçant en rhums par exemple, annonce qu'il possède des plantations à la Martinique ou qu'il a une installation dans une ville de cette île. L'article 11 du décret du 3 septembre 1907, vient interdire l'emploi de semblables mentions quand elles ne répondent pas exactement à la vérité. En conséquence pour se dire propriétaire, viticulteur, négociant ou commerçant à tel endroit, faut-il y posséder une propriété, un vignoble ou un établissement commercial.

Cette obligation se comprend d'elle-même ; elle est conforme à la loyauté commerciale, mais il était cependant nécessaire de l'édicter et de la sanctionner par les pénalités de la loi de 1905 pour protéger le commerce honnête contre les agissements de concurrents déloyaux qui, par des annonces fallacieuses, faisaient croire à une situation qui n'était pas la leur.

L'application de cette disposition a donné lieu dans la pratique à certaines difficultés. De tout temps, par exemple, les producteurs ou commerçants charentais, établis dans la région de Cognac, ont étiqueté leurs produits de la façon suivante :

Un tel : à *Saintes-Cognac*.

X... à *Angoulême-Cognac*.

Tant que le produit ainsi étiqueté a droit à l'appellation *Cognac*, cette pratique ne présente aucun inconvénient. Mais si X..., négociant à Angoulême, met en vente des *produits de fantaisie*, il semble que le fait de faire figurer dans l'étiquette le mot *Cognac*, est susceptible

de créer un doute dans l'esprit de l'acheteur. C'est ce qui ressort, d'ailleurs, des indications du service de la répression des fraudes au ministère de l'agriculture. Pour que le nom de *Cognac* puisse figurer sur une étiquette, il faut donc que le produit mis en vente ait droit à cette dénomination, ou que le négociant soit effectivement domicilié à Cognac (1).

Dans le cas où en effet un commerçant est installé dans une ville, telle que *Cognac* dont le nom constitue à la fois une appellation géographique et un nom de produit, on ne saurait lui interdire de faire figurer ce nom sur ses prix-courants, lettres, étiquettes, récipients, etc... puisque c'est celui de son domicile.

Mais ce qu'on peut lui défendre, c'est de se servir de ce nom pour tromper l'acheteur sur ce qui lui est livré. Voici, par exemple, un négociant, M. Durand, qui est installé à Cognac. Il ne vend pas uniquement du *Cognac*, mais des eaux-de-vie de toute provenance. Il vend même des eaux-de-vie dans la composition desquelles entre de l'alcool d'industrie. Va-t-il pouvoir faire figurer simplement sur l'étiquette :

Durand, Cognac.

Une telle façon de faire créerait un doute dans l'esprit de l'acheteur et aurait en somme pour résultat de favo-

(1) Il est bien évident que ce que nous disons de l'emploi du mot *Cognac*, doit s'entendre de tout autre nom désignant à la fois une localité ou une région, et un produit.

riser la fraude en donnant la faculté de faire passer pour de véritables *Cognacs*, des produits qui n'en sont pas.

L'article 12 du décret du 3 septembre 1907, a prévu et déjoué cette pratique, en disposant que, dans ce cas, les commerçants ne peuvent faire figurer sur leurs étiquettes, marques, factures, papiers de commerce, emballages et récipients, le nom de la dite localité qu'à condition de le faire précéder des mots *propriétaire à, viticulteur à, négociant à, ou commerçant à...* suivis de l'indication du département où est située cette localité, le tout imprimé en caractères identiques. Ainsi le libellé d'une étiquette devra être dans l'exemple choisi :

Durand, négociant à Cognac (Charente).

Ces dispositions portent une grave atteinte à l'usage des contremarques. On appelle ainsi les différents noms ou raisons sociales fictives appartenant à une maison, déposés par elle, et sous lesquels cette maison vend ses différents produits. Les contremarques sont d'un usage très répandu dans le commerce ;

En voici quelques cas :

Un négociant ayant une marque connue pour des produits supérieurs et d'un prix élevé, vendra des produits ordinaires et bon marché sous des contremarques pour ne pas porter tort à sa notoriété. De même, une maison, connue dans le commerce de gros, pourra être amenée, pour traiter des affaires dans un autre genre de clientèle, à travailler sous une firme fictive qu'elle aura dé-

posée, ce qui lui permettra de ménager les susceptibilités de ses principaux acheteurs.

Un négociant vend encore sous des firmes, où son nom ne figure pas, quand il a acheté des maisons dont il continue à exploiter les marques.

Ainsi les contremarques répondent bien à des nécessités commerciales. Or, les textes que nous étudions, en rendent impossible l'emploi pur et simple toutes les fois que la maison qui les exploite se trouve dans une région ou une ville dont le nom sert à désigner un produit naturel, c'est-à-dire dans les cas où le commerce y a le plus fréquemment recours. Du moment en effet où le produit offert n'a pas droit à l'appellation du produit naturel, l'obligation de faire figurer dans l'étiquette les mots négociant à..., empêchera l'usage de la contremarque, qui, n'étant pas un négociant mais un nom fictif, ne peut avoir de domicile. M. Durand, par exemple, établi à Cognac, et exploitant une firme sous le nom de Dubois et C^{ie}, ne pourra pas mettre sur ses étiquettes :

Dubois et C^{ie},

Négociants à Cognac (Charente).

Comment sortir de là ? Le commerce va-t-il être dans l'obligation de renoncer à ses marques qui ont tant coûté à lancer ou à acquérir ? La question semble sans issue. Il y a cependant un moyen de tourner la difficulté. Ainsi, dans l'espèce choisie, Durand, pour continuer à exploiter sa contremarque Dubois et C^{ie}, devra libeller

ses étiquettes de la manière suivante par exemple :

Eau-de-vie Fine

Dubois et C^{ie}

Mis en vente par Durand, négociant à Cognac (Charente).

Mais cette façon de procéder a l'inconvénient de faire apparaître le nom de Durand, et vient par conséquent à l'encontre du but poursuivi en créant la contremarque, ce qui peut lui faire perdre de sa valeur et causer à son propriétaire un préjudice moral et pécunier. Ainsi, dans son souci exagéré de protéger quand même l'acheteur, la loi sur les fraudes porte une véritable atteinte au droit de propriété. Il peut en résulter un préjudice très important, car certaines contremarques constituées par les firmes d'anciennes maisons ont été parfois achetées à des prix considérables.

Les dispositions de l'article 11 ont tout spécialement gêné les négociants commissionnaires et les négociants en chambre qui, n'ayant aucun établissement dans une région de production, font expédier par des tiers, sous des noms fictifs ou sous leur propre nom, des spiritueux auxquels ils ont intérêt à attribuer une origine déterminée. Un M. X... donne par exemple à une maison de Cognac l'ordre d'expédier un fut d'eau-de-vie. Avant la loi sur les fraudes, il faisait marquer le fût d'une vignette qui pouvait porter :

X..., Cognac.

Il est évident que cette manière de faire pouvait créer un doute dans l'esprit de l'acheteur, qui, fasciné par le nom de Cognac, pouvait s'imaginer recevoir du *Cognac*; de plus, elle laissait supposer que X... était établi à Cognac. Or la loi, dans sa prévoyance, veut que l'acheteur sache bien ce qu'il achète et à qui il achète. L'étiquetage des expéditions effectuées pour le compte de tiers devra donc désormais être fait de telle sorte qu'il édifie complètement le client. Un nom d'origine ne pourra apparaître que dans le cas où il correspondra à l'appellation du produit. Mais si le produit expédié pour le compte d'un tiers n'a pas droit à cette dénomination d'origine, le fait d'étiqueter : X..., *Cognac*, constituerait une tromperie sur l'origine.

Il n'en est pas moins vrai que le règlement crée une sorte de privilège à l'égard des producteurs et négociants établis dans une ville dont le nom constitue une appellation de produit, privilège qui résulte du fait de faire figurer ce nom sur leurs expéditions. C'est ainsi qu'un négociant en spiritueux établi à Cognac peut vendre des alcools d'industrie additionnés d'eau-de-vie de vin sous l'étiquette :

Eau-de-vie.

Z..., négociant à Cognac (Charente)

Il en résulte une différence de traitement qui n'a pas échappé aux commerçants avisés. Aussi beaucoup de maisons ont-elles au moins un bureau dans une ville

telle que Cognac, afin de pouvoir faire ressortir qu'elles y sont établies.

Toujours dans le but de prévenir des fraudes dont la conséquence serait d'induire l'acheteur en erreur en créant dans son esprit une confusion sur la nature ou sur l'origine des produits qui lui sont offerts, l'article 13 du décret du 3 septembre 1907 vient compléter les dispositions que nous venons d'exposer. Il proscriit l'emploi de toute indication ou signe susceptible de faciliter une tromperie. Cette mesure vise les marques, mentions et attributs divers que le commerce a l'habitude de faire figurer sur les récipients et emballages ; sur les étiquettes, capsules, bouchons, cachets et tous autres appareils de fermeture ; sur les papiers de commerce, factures, catalogues, prospectus, prix-courants, enseignes, affiches, tableaux-réclames, annonces, ou tout autre moyen de publicité.

Ce texte donne la possibilité de faire cesser une pratique frauduleuse dont les consommateurs sont fréquemment victimes dans de nombreux cafés ou débits, et qui consiste, quand ils ont demandé un spiritueux de marque, à leur servir un produit d'imitation préalablement placé dans une bouteille ou un récipient ayant véritablement contenu la boisson de marque demandée. Trompé par l'aspect de la bouteille, le consommateur se figure qu'on lui sert ce qu'il a demandé, et s'il découvre une différence de qualité, sa première idée sera de suspecter la maison qui met cet article en vente, l'auteur de la

fraude ne manquant pas d'ailleurs de soutenir cette thèse auprès de lui, s'il lui fait remarquer la défectuosité du produit servi.

Une telle pratique tombe sous le coup des pénalités rigoureuses prévues par la loi du 1^{er} août 1905 ; mais on ne peut pas dire, que cette perspective ait effrayé les spécialistes de ce genre de fraude, et les en ait détournés. Ils en retirent, en effet, un bénéfice considérable, et, à moins d'être pris en flagrant délit, ils ne peuvent, dans la plupart des cas, être confondus.

Les autres cas, extrêmement nombreux, qui tombent sous le coup des prohibitions édictées par ces textes, et notamment par l'article 13, ne sont pas, pour la plupart, des faits bien graves ; ils visent uniquement la présentation extérieure des produits vendus, ou les pratiques de réclame commerciale.

C'est ainsi que certains commerçants avaient l'habitude de faire figurer sur les étiquettes ou les vignettes qui ornaient les bouteilles ou les fûts contenant des eaux-de-vie de vin naturelles des reproductions de châteaux, domaines ou vignobles ; il sera prudent désormais de s'abstenir de pareille pratique, si l'on n'est pas réellement propriétaire. Dans le même ordre d'idées, le négociant devra bien se garder d'employer du papier à lettres en tête duquel seraient représentés des établissements imaginaires. Le législateur a en effet estimé, qu'il ne fallait pas voir là de simples manifestations plus ou moins artistiques, mais bien des pratiques coupables

tendant à tromper l'acheteur sur la situation exacte de son fournisseur.

De même, il serait dangereux d'employer des papiers de commerce où seraient imprimées des médailles, et à plus forte raison de s'attribuer des récompenses ou grands prix obtenus aux expositions, si tout cela n'est pas rigoureusement exact.

Toujours dans le même ordre d'idées, il ne faut pas faire figurer sur des étiquettes de bouteilles contenant des eaux-de-vie obtenues en aromatisant de l'alcool d'industrie, des feuilles de vigne ou des raisins qui rappellent le fruit dont provient le produit pur. Pour cette même raison, il ne faudrait pas représenter des cannes à sucre sur des étiquettes destinées à du rhum fantaisie où dominerait du trois-six. Pour que de semblables étiquettes puissent être employées, il faudrait que le spiritueux contienne tout au moins une part appréciable du produit naturel.

Toutes ces réglementations plus ou moins draconiennes et qui confinent à la minutie, — on peut prévoir le jour où un négociant n'aura pas le droit de déclarer son produit reconnu le meilleur si cela n'est pas officiellement vrai —, rendent bien délicate la profession déjà si dangereuse du commerçant en spiritueux. S'il ne pèse pas le moindre de ses actes il va se trouver exposé à des poursuites susceptibles d'entraîner des condamnations de 3 mois à 1 an de prison et de 100 francs à 5.000 francs d'amende, ou, ce qui peut lui arriver de

moins fâcheux, de l'une de ces deux peines seulement, sans parler du préjudice moral considérable qui pourra en résulter.

On ne peut cependant pas blâmer le législateur de travailler pour la cause de la sincérité commerciale, mais il serait désirable que son œuvre ait une portée générale. Si l'Etat veut en effet empêcher d'exploiter la crédulité publique, ce n'est pas uniquement en réglementant à outrance la vente des spiritueux qu'il arrivera à ce but : il y a d'autres branches du commerce où le charlatanisme sévit d'une façon beaucoup plus courante et surtout beaucoup plus dangereuse dans ses conséquences pour la santé publique.

Les acheteurs de spiritueux sont des gens généralement bien portants et qui consomment pour leur satisfaction personnelle. Ils savent bien reconnaître d'eux-mêmes s'ils ont été bien servis, et ils sont les premiers à faire justice des annonces fallacieuses auxquelles ils ne se laissent guère prendre. Mais si ces pratiques doivent être impitoyablement réprimées, c'est surtout en ce qui concerne les produits s'adressant à des malades, qui, déjà diminués, sont tentés d'avoir recours à tous les moyens qui leur sont proposés, pour améliorer leur état, et ont besoin d'être défendus contre eux-mêmes.

CHAPITRE VI

La recherche et la constatation de la fraude.

Les délits que la loi du 1^{er} août 1905 se propose de réprimer ne sont pas des faits se révélant d'eux-mêmes quand ils sont commis. Il faut qu'ils soient découverts, et, pour cela, il était nécessaire d'organiser une procédure particulière qui permit de les rechercher et de les constater.

La loi du 1^{er} août 1905 a posé les principes de cette procédure. Tout d'abord elle délègue au gouvernement le soin de déterminer par un règlement d'administration publique les formalités prescrites pour opérer les prélèvements d'échantillons, fixer les méthodes d'analyse, et désigner les autorités qualifiées pour rechercher les infractions.

Le législateur a compris qu'il fallait que cette réglementation fut élaborée avec grand soin. S'il est bon, en effet, d'être impitoyable à l'égard de l'individu convaincu de fraude, il est également indispensable de ne pas exposer les négociants à être l'objet d'une poursuite arbitraire, qui, même au cas d'acquiescement, ne va pas sans

leur causer un préjudice moral des plus graves. Pour prévenir les erreurs, on ne saurait s'entourer de trop de précautions.

C'est sous l'inspiration de cette idée que, dans son article 12, la loi a posé le principe si important de l'*expertise contradictoire* :

« Toutes les expertises nécessitées par l'application de la présente loi seront contradictoires. »

Ce principe essentiel vient donner au commerçant poursuivi une garantie très appréciable. Il eût été extrêmement dangereux pour lui d'être à la merci des conclusions de l'expert chargé d'analyser l'échantillon prélevé. Grâce à ce principe, le négociant va pouvoir les contredire, ce qui pourra souvent lui éviter bien des ennuis ; l'expérience a démontré en effet que les chimistes les plus compétents et les plus consciencieux peuvent se tromper, sinon dans leurs résultats, du moins dans la façon de les interpréter. L'origine du produit analysé, par exemple, peut venir justifier la composition d'un échantillon qui paraissait suspect.

C'est seulement un an après la promulgation de la loi du 1^{er} août 1905 qu'a paru le décret qui a institué la procédure nouvelle que prévoyait cette loi : c'est le décret du 31 juillet 1906, qui organise dans tous ses détails la recherche et la constatation des infractions, et l'expertise contradictoire. Il comprend trois parties :

Son titre premier est relatif à l'organisation et au fonctionnement du service des prélèvements, à la façon dont

ces prélèvements doivent être opérés, à la rédaction des procès-verbaux, à l'envoi des échantillons à la préfecture.

Le titre II concerne le fonctionnement des laboratoires, les analyses auxquelles ils doivent procéder, la transmission au préfet du rapport contenant les résultats de l'analyse, l'envoi de ce rapport et des échantillons au procureur de la République, le cas échéant.

Enfin le titre III trace les règles à suivre pour l'expertise contradictoire.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude d'exposer et de commenter tous les détails de cette procédure (1). Mais nous devons insister sur certaines questions qui intéressent le commerce des spiritueux à propos des prélèvements d'échantillons et de l'analyse des spiritueux.

SECTION I. — Les prélèvements d'échantillons.

Les agents agréés par le service de la répression des fraudes ou commissionnés par les préfets, doivent strictement se conformer, pour effectuer les prélèvements d'échantillons, aux règles édictées par le décret du 31 juillet 1906 et les arrêtés et circulaires du ministre de l'agriculture. Ces règles sont relatives au nombre d'échantillons à prélever, aux conditions dans lesquelles ces échantillons doivent être prélevés, aux procès-ver-

(1) Cf. Monier, Chesney et Roux, *op. cit.*, t. I, liv. II.

baux dressés à la suite de cette opération, à l'expédition des échantillons prélevés à la préfecture.

Chaque prélèvement comporte la prise de quatre échantillons, à moins que cela soit impossible, ce qui peut se produire parfois, au cas, par exemple, où un prélèvement effectué chez un débitant porte sur un spiritueux dont il ne reste plus que deux bouteilles. Mais c'est là un cas tout à fait exceptionnel, et le procès-verbal de l'agent prélevant devra mentionner les raisons pour lesquelles le prélèvement ne comporte pas le nombre d'échantillons prescrit. Dans la plupart des cas, il est procédé au prélèvement de quatre échantillons, et même d'un cinquième quand l'intéressé le demande. Ce dernier échantillon, qui ne sera revêtu d'aucune marque, d'aucun sceau susceptible de lui donner un cachet officiel, peut être laissé entre les mains de l'intéressé pour son usage personnel.

Ces prélèvements peuvent être opérés par différents agents énumérés par l'article 2 du décret du 31 juillet 1906 et par les décrets des 24 avril et 21 octobre 1907, complétés par un arrêté du 5 novembre 1907, qui ont créé et organisé le *Service de la répression des fraudes*, à la tête duquel a été placé l'honorable M. Roux.

Les prélèvements peuvent également être effectués par les agents des syndicats professionnels qui, conformément aux circulaires du 23 décembre 1907 et du 21 mars 1908, ont reçu l'autorisation de présenter à l'agré-

ment des préfets des agents de prélèvement à la condition de fournir des fonds de concours suffisants.

Ces différents agents vont pouvoir pénétrer chez les commerçants pour opérer leurs prélèvements. Cette mesure qui constitue une restriction au principe de l'inviolabilité du domicile consacré par les constitutions, n'a pas été sans provoquer une grande émotion dans les milieux commerciaux. Mais étant donné que l'on admettait le prélèvement préventif, il était indispensable de donner ce droit aux agents chargés de l'opérer.

Il importe d'ailleurs, de bien remarquer que l'article 4 du décret du 31 juillet 1906, qui énumère les lieux où les agents peuvent opérer leurs prélèvements, doit être interprété restrictivement. Ces agents n'ont pas le droit de pénétrer dans la maison d'habitation du commerçant, à moins cependant que l'une des pièces soit affectée temporairement ou accessoirement à son commerce, ou constitue une véritable dépendance de l'établissement commercial (1).

Mais en dehors de ce cas exceptionnel, le domicile doit être respecté par les agents de prélèvement, qui ne pourraient s'y introduire sans commettre le délit de violation de domicile. C'est ce qu'un arrêt du 12 novembre 1910 de la cour de Montpellier était venu reconnaître expressément (2): il déclarait qu'il n'est pas permis aux

(1) Cass., 4 juin 1908, D. P., 1909, 1, 103.

(2) D. P., 1911, 2, 161.

agents du service de la répression des fraudes de pénétrer dans les caves, chais ou celliers des producteurs pour constater les délits de falsification de vin, et il reconnaissait aux producteurs le droit de s'opposer à un prélèvement d'échantillons.

Cette situation créait une inégalité inexplicable entre le producteur, qui vend cependant sa production au commerce, et le négociant. Un propriétaire, en effet, peut s'opposer à ce qu'un prélèvement soit effectué chez lui : il peut à son aise manipuler les produits qu'il vend ensuite au commerce. Dans les magasins du négociant, ces produits vont subir des prélèvements, et s'ils constituent une infraction à la loi, c'est le négociant qui sera condamné, car il lui sera très difficile de prouver que l'échantillon prélevé chez lui est identique à la marchandise qui lui a été fournie par le producteur. Dans la plupart des cas, il ne pourra pas prouver sa bonne foi, et par suite, subira en fin de compte tout le préjudice.

Le commerce n'a pas cessé de protester contre cette différence de situation, et la question a été portée devant le parlement. Il en est résulté la loi du 28 juillet 1912 modifiant la loi du 1^{er} août 1905, appelée *Loi Reynaud*. Cette loi donne la possibilité d'effectuer des prélèvements et saisies dans les chais des producteurs, mais leur reconnaît le droit d'exiger que l'agent qui vient opérer le prélèvement soit muni d'une ordonnance du juge de paix du canton. Ainsi elle a établi, malgré les efforts des groupements commerciaux qui auraient

voulu une égalité de traitements complète entre la propriété et le commerce, un régime spécial en faveur de la production. Tandis que les agents des fraudes officiels et les agents des syndicats de producteurs autorisés peuvent librement pénétrer dans les établissements des négociants, ils doivent, pour pénétrer dans les chais des producteurs, se munir d'une autorisation du juge de paix, et pendant ce temps, les fraudeurs à la production auront eu le temps de faire disparaître le corps du délit. Cette inégalité entre la situation du commerce et celle de la production est incompréhensible, et diminue singulièrement la portée de la loi Raynaud.

Dans quelles conditions va avoir lieu le prélèvement matériel des échantillons ? Cette question présente une grande importance quand il s'agit de prélever des échantillons de spiritueux contenus dans des fûts. Du soin apporté à cette opération peut dépendre, en effet, le résultat de l'analyse à venir. On ne saurait donc trop prendre de précautions.

Pour obtenir un échantillon sérieux d'un spiritueux, il est bon qu'il soit pris au centre du fût, ou mieux encore, en trois coups de sonde : l'un prenant le liquide au fond du fût, l'autre au centre et le troisième à la surface, de façon à avoir un échantillon donnant bien le degré qui est généralement plus élevé à la surface qu'au fond du liquide. Quand un parti n'est pas égalisé, il est bon de prendre dans les différents fûts de quoi faire un échantillon moyen.

L'administration s'est rendu compte de l'importance de la question, et, par un arrêté du 1^{er} août 1906, le ministre de l'agriculture est venu fixer les mesures à prendre pour le prélèvement des échantillons de spiritueux :

Les quatre échantillons doivent en principe provenir d'un même récipient. Si celui-ci n'est pas encore entamé, l'agent de prélèvement doit en relever minutieusement toutes les marques, cachets ou inscriptions et les mentionner au procès-verbal avant de procéder au prélèvement qui se fera, soit en piquant le fût avec un foret ou une vrille, soit par tout autre moyen approprié.

Pour obtenir des échantillons bien homogènes on doit tirer dans un vase quelconque, sec et propre (baquet, terrine, broc, etc...), une quantité de liquide suffisante pour constituer quatre échantillons qu'on répartit ensuite dans les quatre bouteilles de prélèvement.

L'agent chargé du prélèvement doit indiquer soigneusement au procès-verbal la nature du récipient d'où il a tiré le liquide prélevé, sa contenance approximative et, s'il était en vidange, la quantité de liquide qu'il contenait encore au moment du prélèvement.

Dans le cas où le liquide aurait été mis en bouteilles par le détaillant et où ces bouteilles seraient déjà prêtes pour la vente, l'agent du prélèvement doit prélever un nombre suffisant de bouteilles dont il mélange le contenu dans un vase sec et propre. Il remplit ensuite avec ce liquide les quatre bouteilles de prélèvement.

Ces prescriptions assurent bien l'identité des quatre

échantillons prélevés, mais dans le cas où l'échantillon représente un parti, ces mesures n'assurent pas un échantillon qui en soit la fidèle reproduction.

En tous cas, le négociant chez qui un prélèvement est effectué, devra veiller à ce que toutes les précautions édictées par le décret du 31 juillet 1906 et par l'arrêté du 1^{er} août 1906, soient effectivement respectées, d'abord afin de ne pas fausser les résultats de l'analyse, et de plus afin de pouvoir, au cas où l'agent qui a opéré le prélèvement ne s'est pas conformé exactement à toutes ces indications, invoquer la nullité de l'action. En effet, d'après la jurisprudence, l'action en répression des fraudes ou falsifications intentée par application de la loi du 1^{er} août 1905 manquerait de base légale si la procédure de prélèvement d'échantillons, n'était pas exactement suivie. Mais, les prescriptions n'en sont imposées à peine de nullité que si elles sont substantielles aux droits de la défense (1).

Quand les spiritueux sont vendus en litres, demi-litres, bouteilles, demi-bouteilles, flacons, cruchons, portant des cachets, marques et étiquettes d'origine, il doit en être prélevé une bouteille de 75 centilitres ou un demi-litre par échantillon.

Quand ils sont contenus dans des futs, la quantité à prélever est un demi-litre par échantillon.

Les échantillons peuvent être prélevés d'office dans

(1) Cass. crim., 10 avril 1908, *La Loi* du 2 mai 1908.

toutes les circonstances, en dehors de tout soupçon de fraude. C'est une simple mesure de contrôle : il n'en est pas moins vrai qu'elle est susceptible de jeter un certain discrédit sur le négociant qui la subit, et qu'elle devrait être exécutée avec tact et discrétion ; mais ce ne sont pas là des qualités courantes chez les agents de l'administration !... Ils peuvent prélever à n'importe quel moment, soit dans les chais des négociants, soit hors de ces chais, en cours de route de la marchandise.

Suivant que le prélèvement va être opéré dans les magasins du négociant, ou en cours de route, il risque d'entraîner soit la constatation de manquants au compte des redevables, soit un défaut d'identité entre le titre de mouvement et le chargement.

Le ministre de l'agriculture a prévu ces cas, et une circulaire du 14 janvier 1908 est venue obvier à ces inconvénients. Il ressort des dispositions de cette circulaire que l'agent ayant effectué le prélèvement, devra adresser au directeur départemental des contributions indirectes un procès-verbal administratif, contenant, entre autres mentions, l'indication de l'espèce, du degré et du volume alcoolique du spiritueux échantillonné. Ce document permettra au service des contributions indirectes de donner décharge par un acte motivé au compte de l'intéressé de la quantité prélevée.

Lorsque le prélèvement aura lieu en cours de route, la représentation du récépissé qui, en vue d'un remboursement éventuel, est relié au transporteur, conformé-

ment aux prescriptions de l'article 9 du décret du 31 juillet 1906, permettra de justifier le défaut d'identité que les vérifications ultérieures pourraient faire apparaître.

Le ministre de l'agriculture rappelle en outre aux agents du service de la répression des fraudes que « la valeur des échantillons prélevés en dehors des barrières, sur un produit à destination d'une ville à octroi, ne doit pas être majorée des droits d'octroi correspondant à la quantité prélevée, car la taxe est perçue sur la quantité réelle de la marchandise qui pénètre dans la ville et ne porte, par conséquent, pas sur le manquant. »

Il était utile pour le commerce des spiritueux que ces mesures fussent prises d'une façon précise ; elles peuvent, en effet, lui éviter bien des désagréments.

Mais, de toutes façons, il est préférable que les prélèvements ne soient pas faits en cours de route, car il en résulte toujours des inconvénients : c'est ainsi, notamment, que le séjour d'un spiritueux dans des fûts en vidence peut nuire à sa qualité.

Divers syndicats avaient fait des démarches pour obtenir que les intéressés soient toujours prévenus aussitôt qu'un prélèvement d'échantillon aurait été opéré dans les gares, afin que l'expéditeur ait la possibilité de faire le plein des fûts avant le départ de la marchandise, si le prélèvement a été opéré à la gare de départ, ou que le destinataire puisse prendre livraison de la marchandise avant qu'elle ait eu le temps de s'altérer, si le pré-

lèvement a été effectué à la gare d'arrivée. Dans la circulaire du 14 janvier 1908, le ministre de l'agriculture vient leur donner satisfaction sur ce point, en recommandant aux agents d'effectuer de préférence les prélèvements au départ ou à l'arrivée, et d'envoyer avis à l'expéditeur ou au destinataire aussitôt après le prélèvement.

Signalons enfin que, pour éviter que les échantillons puissent subir aucune substitution, et afin d'assurer leur authenticité, les agents devront les sceller, et offrir aux intéressés d'apposer leur signature sur les étiquettes et leur cachet sur les échantillons, du moins sur trois d'entre eux, le quatrième devant être envoyé au laboratoire sans indication d'origine ni de nom de propriétaire, détenteur ou expéditeur. Le but poursuivi par les auteurs du décret du 31 juillet 1906, est en effet d'assurer l'anonymat des échantillons soumis à l'analyse.

Le prélèvement d'échantillon n'est, dans la plupart des cas, qu'une mesure de contrôle ; il est effectué en dehors de tout soupçon de fraude.

Il est donc bien naturel de la part des négociants qui le subissent d'exiger qu'il n'entraîne aucun préjudice matériel ; le préjudice moral qui en résulte dans bien des cas est déjà assez regrettable. C'est ce qu'a compris le ministre de l'agriculture en recommandant aux agents de prélèvement d'éviter autant que possible l'emploi du foret qui détériore le fût, quand ils opèrent sur une mar-

chandise en cours de route. Il les engage en outre à apporter dans l'exécution des prélèvements tout le tact nécessaire (1).

C'est dans le même esprit que M. Briand, alors garde des sceaux, faisait remarquer aux procureurs généraux, dans une circulaire du 29 septembre 1908, relative à l'application de la loi du 1^{er} août 1905, que les mesures que cette loi a édictées en vue d'atteindre plus sûrement et plus efficacement la fraude sous toutes ses formes, ne sauraient dégénérer en une cause de trouble et de vexations pour le commerce honnête ; dès lors, si elles doivent être appliquées avec fermeté, il importe qu'elles le soient, en même temps, avec tact et discernement (2).

Il serait à souhaiter que ces instructions soient suivies à la lettre, et que leur inobservation soit sévèrement sanctionnée, car, dans la pratique, les négociants ont souvent à souffrir des agissements des agents de l'administration, et plus encore de ceux des agents syndicaux. A cet égard, il faut signaler comme une cause de danger pour les négociants l'intérêt que les différents agents de prélèvement ont dans les amendes prévues par la loi.

Bien des abus proviennent, dans la pratique, de la méconnaissance du caractère préventif du prélèvement.

(1) Circulaire du 14 janvier 1908, art. 3 ; Monier, Chesney et Roux, *op. cit.*, t. II, p. 166.

(2) Circulaire du 29 septembre 1908 ; Monier, Chesney et Roux, *op. cit.*, t. II, p. 16.

Cette mesure, nous ne saurions trop le répéter, ne préjuge en rien de la fraude. En en faisant le premier acte de la procédure nouvelle qu'elle institue, la loi n'a pas établi une démarcation assez nette entre la recherche de la fraude et l'inculpation.

Ce sont là deux choses qu'il importe cependant de bien distinguer. Dans la plupart des cas, en effet, le prélèvement n'aboutira pas à une inculpation, car l'échantillon sera reconnu normal. Un soupçon de fraude ne peut naître que lorsque le laboratoire administratif chargé de l'analyse de l'échantillon prélevé aura fait savoir que cet échantillon est suspect ; mais ce n'est encore qu'un soupçon, car ces analyses ne sont qu'un examen sommaire ; elles n'ont qu'un caractère indicatif et ne constituent pas une expertise. Il n'y aura inculpation que lorsque le procureur de la République, saisi par le préfet, en vertu de l'article 15 du décret du 31 juillet 1906, après s'être entouré de tous les renseignements susceptibles de confirmer ou d'infirmer ce soupçon, aura mis l'action publique en mouvement.

Cette inculpation tombera d'ailleurs dans bien des cas, devant les résultats de l'expertise contradictoire que ne manque pas de demander tout négociant loyal. L'examen et l'analyse détaillée des spiritueux incriminés permettront souvent, en effet, d'expliquer par des causes naturelles la composition d'un échantillon qui avait pu être dénoncée comme anormale.

SECTION II. — L'examen et l'analyse d'un spiritueux.**Déductions à en tirer (1).**

L'examen et l'analyse sommaire des échantillons prélevés permettent aux laboratoires auxquels ils ont été envoyés par la préfecture de déterminer si le spiritueux qui leur a été ainsi communiqué présente une composition normale ou leur paraît au contraire suspect. Ces laboratoires procèdent à leurs analyses suivant des méthodes officielles établies par la commission permanente instituée par l'article 3 du décret du 31 juillet 1906. La méthode relative à l'analyse des alcools, eaux-de-vie et liqueurs a été publiée au *Journal officiel* du 20 avril 1908.

Anciennement, le seul procédé employé pour apprécier la valeur des spiritueux, était la dégustation.

Ce procédé semblait suffisant pour découvrir les falsifications en usage, falsifications trop grossières pour échapper au dégustateur expérimenté à qui il était possible de déterminer approximativement la quantité d'alcool qu'ils contenaient, et de retrouver l'alcool industriel, mal rectifié et d'un goût spécial, qui avait pu lui être ajouté.

Mais depuis, la falsification des spiritueux est devenue une science. Pour dévoiler les procédés employés

(1) Cf. Girard et Cumiasse, *Manuel pratique de l'analyse des alcools et des spiritueux*, Paris, 1899; Dr Charles Blarez, *Vins et spiritueux : Compositions, analyses, falsifications*, Paris, 1908.

par les falsificateurs, il fallut bien recourir à l'analyse chimique.

Malgré les moyens dont dispose la chimie, l'analyse ne va cependant permettre dans bien des cas, que de formuler des présomptions.

La composition des spiritueux naturels est en effet extrêmement variable. Elle ne diffère chimiquement de celle des alcools d'industrie que par la présence d'*impuretés* en plus grande abondance, et il est facile pour des chimistes habiles de donner à des spiritueux à base d'alcool d'industrie, les caractères analytiques de tel ou tel produit naturel.

L'analyse chimique est cependant l'unique moyen rationnel qui permette de découvrir la fraude, mais l'expérience a prouvé que la dégustation ne devait pas être négligée et qu'elle était utile pour confirmer et souvent pour expliquer les résultats obtenus par l'analyse.

Un chimiste prudent devra donc, avant de conclure, considérer les renseignements fournis par le dégustateur. Dans ce but, le ministre de l'agriculture a, par un arrêté du 19 novembre 1907, laissé aux directeurs de laboratoires la faculté de soumettre les échantillons à l'appréciation de spécialistes chargés de l'examen des propriétés organoleptiques des produits (couleur, aspect, goût, odeur) : ce sont les *Experts de la répression des fraudes* (1). De plus, l'article 21 du décret du 31 juillet

(1) La liste en est établie tous les ans par le ministère de l'agri-

1906, donne au négociant qui a réclamé l'expertise contradictoire le moyen de choisir des dégustateurs dans les mêmes conditions que les autres experts. Leur concours est indispensable pour l'examen des spiritueux : il constitue pour le négociant poursuivi une garantie qu'il faut toujours exiger.

La dégustation proprement dite se fait principalement par l'odorat. On peut, après avoir vidé le verre qui sert à la dégustation, apprécier très bien la qualité du spiritueux qu'il a contenu. Pour cela, on échauffe le verre — qui devra avoir de préférence la forme d'une tulipe —, et le bouquet se développe.

C'est alors que l'art du dégustateur trouve à s'exercer; art difficile, et qui demande, en même temps que de grandes qualités d'odorat et de goût, un long exercice, mais qui permet à celui qui le possède de déterminer la nature d'un spiritueux plus sûrement que n'importe quelle analyse.

Quand un spiritueux paraît défectueux, à la première dégustation, on le dédouble avec de l'eau tiède ; cette opération fait ressortir avec beaucoup d'intensité les défauts qu'il peut avoir.

Pour la dégustation, comme d'ailleurs pour l'analyse, il est bon de procéder par comparaison avec des échan-

culture, dans les départements sur la proposition des préfets, et à Paris sur la proposition du préfet de police. Les experts de la répression des fraudes sont choisis parmi les négociants les plus expérimentés.

tillons-types si l'on veut tirer de ces opérations des déductions solidement établies.

Quant à l'analyse d'un spiritueux, elle comprend deux parties :

1° *L'analyse générale*, qui comprend elle même : le titrage de l'alcool, le dosage de l'extrait sec, la recherche des produits minéraux, le dosage du sucre, celui de l'extrait réduit, l'examen de la couleur.

2° *L'analyse du non alcool*, qui comprend la recherche et le dosage des principes désignés sous le nom de *non alcool* : acides libres, aldéhydes, furfuroï, éthers, homologues supérieurs.

Sans entrer dans le détail des différentes phases de l'analyse, ce qui sortirait du cadre de cet ouvrage, il importe de donner quelques éclaircissements à leur sujet.

ANALYSE GÉNÉRALE

L'alcomètre, plongé dans un spiritueux à la température de 15°, donne le degré de ce spiritueux. Mais, par suite de l'édulcoration et de la coloration qu'a pu subir le produit, on n'a ainsi que ce que l'on appelle le *titre apparent* ; pour obtenir le *titre réel* il faut recourir à la distillation. Une différence de plus de 1° entre le titre apparent et le titre réel fait soupçonner que le spiritueux a été édulcoré. La régie accepte une différence de 1° à 2°, à condition qu'il en soit fait la déclaration sur les expéditions.

Le dosage de l'*extrait sec* à 100° et des matières sucrées indique quels sont les constituants de l'extrait

sec et montre s'il y eu addition de corps étrangers.

L'examen de la coloration permet de dire à quelle matière est due la couleur du spiritueux analysé. Il permettra de conclure s'il y a une infraction, puisque le caramel est seul admis comme colorant.

ANALYSE DU NON ALCOOL

Elle comprend, d'une part, la détermination des acidités, et d'autre part, le dosage des impuretés.

Parmi les *impuretés*, qui constituent le non alcool, le *furfurol* seul se dose comme corps isolé. Les autres, très variées, n'ont généralement pas pu être isolées, et l'on se contente de grouper celles qui présentent les mêmes fonctions chimiques. On est ainsi amené à faire une succession de dosages.

Ces impuretés constituent le *bouquet* des alcools naturels. Elles se trouvent dosées en bloc, par groupe d'après leurs fonctions chimiques ; elles sont exprimées sur le bulletin d'analyse pondéralement en grammes par hectolitre d'alcool pur supposé à 100°, et cela pour faciliter la comparaison des résultats de plusieurs analyses de spiritueux de titres différents.

La somme de ces impuretés constitue ce que l'on appelle le *degré d'impureté*, le *coefficient d'impuretés*, ou plus scientifiquement le *coefficient non alcool*.

Voici quelques exemples d'analyses, que nous extrayons de l'ouvrage que M. le Docteur Charles Blarez a consacré à l'étude des vins et spiritueux, considérés au point de vue de la loi sur les fraudes.

**Analyses de quelques types de rhums authentiques prélevés à leur arrivée
des pays d'origine**

Analyses faites au Laboratoire de M. BLAREZ

	Rhum Martinique			Rhum Réunion			Rhum Guadeloupe		
Alcool apparent . . .	55°5	56°0	56°65	55°90	57°20	60°2	59°25	60°50	60°1
Alcool réel . . .	55°85	57°75	55°65	57°30	58°30	60°4	59°40	61°70	61°0
Extrait sec à 100° . .	4850	10800	5850	7865	6845	0898	1800	7825	4890
Acidité	211,2	211,2	139,2	242,8	251,1	156,8	155,8	88,8	120,0
Aldéhydes	8,7	8,2	17,0	11,0	16,4	21,8	22,2	16,0	18,2
Furfurol	2,0	2,0	2,3	2,4	4,0	1,1	0,6	2,5	1,6
Ethers	116,2	269,5	119,6	430,6	222,0	46,6	59,8	45,8	88,8
Homologues supérieurs	160,0	118,0	197,0	82,4	106,0	230,0	194,0	311,0	206,4
Coefficient de non alcool	498,1	608,9	475,1	769,2	599,5	456,3	432,4	464,1	435,0

Cette disposition permet de considérer d'un seul coup d'œil les résultats de l'analyse, et rend les comparaisons plus faciles et plus exactes.

Le *coefficient non alcool* est fort variable suivant le genre d'alcools examinés. Il est insignifiant pour les alcools d'industrie parfaitement rectifiés : il se maintient entre 6 et 20 suivant le degré de rectification. Il est notablement plus élevé pour les spiritueux visés à l'article 6 du décret du 3 septembre 1907, eaux-de-vie naturelles, rhum, marc, kirsch. Il varie de 280 et même moins parfois, à plus de 500 pour les eaux-de-vie de Cognac et d'Armagnac, et de 300 environ à 700 et plus pour les rhums.

On ne peut donc pas toujours déterminer sûrement s'il y a eu ou non coupage d'un spiritueux naturel avec de l'alcool d'industrie : un produit dont le degré d'impuretés est élevé peut en effet être mélangé à du trois-six dans des proportions telles que l'analyse décèlera une composition normale. Inversement, un produit naturel peut n'avoir qu'un coefficient non alcool relativement bas.

L'examen des divers éléments du coefficient non alcool peut venir donner de précieuses indications. Les nombreuses analyses de spiritueux qui ont été faites ont permis de dégager des observations qui viennent éclairer les chiffres obtenus, et donner la possibilité, dans bien des cas, de conclure si le spiritueux expertisé a subi ou non des manipulations frauduleuses.

C'est ainsi que l'on a remarqué que le *coefficient d'aci-*

dité varie généralement suivant l'âge des eaux-de-vie ; de 20 à 30 grammes pour une bonne eau-de-vie nouvelle, il augmente à mesure qu'elle vieillit, et peut atteindre 200 à 300 sans que la dégustation révèle une sensation de piquêre. Les rhums et les tafias sont généralement très riches en acides quand ils sont jeunes : les coefficients oscillent entre 100 et 300.

Il en est de même du *coefficient d'aldéhydes* : faible dans les bonnes eaux-de-vie jeunes, il augmente par suite d'oxydation de l'alcool à mesure que ces eaux-de-vie vieillissent. Il ne dépasse guère 20 à 30 grammes, car les aldéhydes s'acidifient et l'acidité seule augmente alors.

Le *furfurol* n'existe jamais qu'en petite quantité. Son influence sur la qualité de l'eau-de-vie est nulle. Il doit s'engendrer plutôt pendant la distillation que pendant la fermentation des moûts sucrés. Aussi le trouve-t-on en proportions extrêmement variables. Son absence ne permettrait pas de conclure que l'on n'est pas en présence d'une eau-de-vie naturelle.

Le *coefficient d'éthers* des spiritueux divers est essentiellement variable. Pour les eaux-de-vie naturelles, les rhums et les tafias, ils peuvent varier de 45 gr. à 450 gr. par hectolitre. Ce n'est d'ailleurs pas leur quantité qui fait l'arôme, mais leur qualité.

Les variations dans la *teneur des homologues supérieurs*, sont également très grandes. Elles tiennent principalement au mode de distillation. Ces grandes varia-

tions sont surtout manifestes en ce qui concerne les rhums et les tafias.

Mais le chimiste ne doit pas se borner à examiner ces différents coefficients. S'il veut tirer une déduction sérieuse des résultats analytiques obtenus, il doit étudier avec soin les rapports des divers éléments du coefficient non alcool, car, s'il est facile d'élever le coefficient de chacun d'eux par l'addition de produits judicieusement choisis, il est infiniment plus délicat de parvenir à conserver leurs proportions respectives ; aussi l'étude des rapports que présentent entre eux les différents dosages du non alcool, pourra parfois permettre de découvrir une addition frauduleuse.

De nombreuses observations ont été faites à ce propos sur la composition des spiritueux. Récemment encore, M. Xavier Rocques publiait des remarques sur les caractéristiques des différentes eaux-de-vie, et il dégagait les règles générales qui permettent de différencier les cognacs et armagnacs des trois-six de vin du Midi (1).

1° COGNACS ET ARMAGNACS.

1° La somme : alcools supérieurs-éthers, comprise généralement entre 250 et 350 est rarement inférieure à 250.

2° Le rapport : alcools supérieurs-éthers est très ex-

(1) *Bulletin du syndicat national du commerce en gros des vins, spiritueux et liqueurs*, 15 février 1913.

ceptionnellement inférieur à 1. Il est toujours supérieur à 1, quand les eaux-de-vie sont pauvres en éthers.

3° La teneur en éthers s'abaisse rarement au-dessous de 80.

4° La teneur en alcools supérieurs ne s'abaisse pas au-dessous de 10.

2° TROIS-SIX DE VINS.

1° La teneur en non alcool et en somme alcool-acide est plus variable que celle des cognacs ; elle s'abaisse au-dessous et s'élève au-dessus.

2° La teneur en acide est plus faible que celle des cognacs et armagnacs.

3° La teneur en éthers dépasse fréquemment la teneur en alcools supérieurs, contrairement à ce qui se produit pour le cognac et l'armagnas.

Des observations similaires, sur lesquelles il serait trop long d'insister, ont été faites, sur les rhums, les kirschs, etc... Elles viennent faciliter la tâche de ceux qui ont à formuler une opinion d'après les résultats de l'analyse (1). Car elles portent sur des échantillons de produits-types, et cela permettra de procéder par comparaison.

Toutefois il ne faut conclure en cette matière qu'avec

(1) A propos de l'analyse du rhum, lire l'article très intéressant paru dans le *Moniteur scientifique*, du docteur Quesneville, mars 1912, p. 189 et s.

une extrême prudence, car certains produits purs peuvent avoir une composition telle que l'on serait tenté de les considérer comme coupés avec des alcools d'industrie.

C'est ainsi que, bien que les rhums aient généralement un coefficient non alcool bien supérieur à 300, on a pu trouver des rhums indiscutablement purs dont le coefficient non alcool total était bien inférieur à ce chiffre.

M. J. Sanarens, directeur du Laboratoire municipal agréé du Havre, a, dans cet ordre d'idées, analysé des *rhums de Vesou* (1). Il avait prélevé lui-même des échantillons au débarquement du bateau, et les renseignements qu'il avait pris, permettaient d'établir que ces rhums avaient été fabriqués avec du jus de canne fermenté. Or, il découvrit à l'analyse que le coefficient non alcool d'un échantillon prélevé sur un lot arrivé en 1911 avait un coefficient non alcool de 277,92 seulement, alors qu'une circulaire du 30 avril 1908 fixait, à titre d'indications, la limite minima du coefficient non alcool des rhums de Vesou à 300. Un négociant vendant un tel rhum, naturel cependant, pouvait donc subir de ce fait de graves ennuis, car le laboratoire d'analyse n'aurait pas manqué de déclarer suspect l'échantillon soumis à son appréciation.

Ainsi on est amené à reconnaître que l'analyse permettra rarement, même avec l'appui précieux de la dé-

(1) *Annales des falsifications*, n° 38, décembre 1914, p. 642 et s.

gustation, de conclure à la fraude avec une certitude absolue.

Il ne saurait, en effet, y avoir de critérium en cette matière. C'est ce que l'on a compris en France, où l'on n'a pas réglementé la composition des spiritueux par maxima et minima.

Le service de la répression des fraudes a bien donné des indications de ce genre, mais dans le but seulement de guider les directeurs des laboratoires agréés dans l'appréciation des échantillons qui leur sont soumis.

Dans cet ordre d'idées le ministère de l'agriculture leur adressait le 30 avril 1908 la circulaire à laquelle nous faisons allusion un peu plus haut indiquant les chiffres entre lesquels oscillent les résultats d'analyses de rhums authentiques :

	Rhums de Vesou	Rhums ordinaires
	—	—
Acides totaux	80 à 150	150 à 300
Aldéhydes	15 à 30	15 à 45
Ethers.	50 à 140	150 à 350
Alcools supérieurs	120 à 200	60 à 100
Furfurol	1 à 3	1 à 5
	—	—
Total ou coefficient « non		
alcool »	300 à 450	450 à 700 (1).

(1) Une circulaire du 20 mars 1913 engage les directeurs des laboratoires agréés à ne point signaler comme additionnés d'alcool d'industrie, les rhums ordinaires dont le coefficient non alcool dépasse 300, et les rhums de Vesou pour lesquels ce nombre est supérieur à 200.

« *Rhums de Vesôu.* — Arôme peu prononcé, différent de celui des rhums généralement consommés en France, ils résultent de la distillation du Vesou fermenté.

Teneur en alcools supérieurs relativement élevée et dépassant les éthers : composition se rapprochant de celle des eaux-de-vie de vin.

« *Rhums ordinaires.* — Arôme prononcé ; ces rhums proviennent de la distillation des mélasses de cannes et sont aussi appelés tafias.

Ce sont les rhums habituellement consommés en France.

Teneur en alcools supérieurs relativement faible ; taux élevé des acides des éthers. »

Mais il est bien entendu que ces chiffres ne sont donnés qu'à titre d'indication.

Dans certains pays étrangers, on a au contraire admis des compositions minima et maxima.

Voici la réglementation élaborée par les Etats-Unis de l'Amérique du Nord (1) ; le « non alcool » est calculé en grammes, par hectolitre d'alcool ramené à 50° centésimaux :

(1) De même, en Angleterre, un jugement de 1906 a fixé le coefficient minimum des éthers des eaux-de-vie à 80. Ce chiffre cependant peut n'être pas atteint par des produits authentiques. Cf. Blarez, *op. cit.*, p. 326.

	NEW-BRANDY	BRANDY (4 ans au moins)
Acidité volatile. . .	5 à 20	30 à 100
Aldéhydes . °. . .	au-dessous de 20	moins de 30
Ethers.	30 à 100	35 à 150
Alcools supérieurs (en alc. amylique) . .	70 à 150	80 à 200
Total du non alcool .	135 à 350	150 à 200

M. Blarez, à qui nous empruntons ce document, conclut « qu'on ne saurait attribuer à ces produits des compositions minima ou maxima absolues, sans entrer dans l'arbitraire ».

D'ailleurs l'adoption de semblables règles aurait pour résultat de pousser à la fraude. C'est un jeu en effet, pour des chimistes habiles d'élever les coefficients des constituants du « non alcool », et il ne leur est pas impossible de fabriquer entièrement une eau-de-vie présentant à l'analyse les qualités requises.

Un négociant, inculpé à la suite des conclusions du rapport du directeur de laboratoire qui a procédé à l'analyse de l'échantillon prélevé, ne devra jamais négliger de demander l'expertise contradictoire. L'expérience a prouvé combien les résultats des analyses les mieux faites pouvaient être discordants en cette matière. Qu'il

nous suffise de rappeler notamment qu'en 1906 (1), quatre échantillons de la même eau-de-vie furent prélevés, avec toutes les précautions voulues pour assurer la régularité de l'expérience, et envoyés à 4 chimistes particulièrement compétents en matière de spiritueux (2). Les résultats des analyses différèrent entre eux de 31,8 % à 124 % pour chaque matière dosée !

Il ne faudrait pas cependant conclure que les falsifications des spiritueux soient impossibles à découvrir, et que, par suite, la répression en soit illusoire : s'il ne peut y avoir de critérium permettant de déceler la fraude, les résultats de l'analyse, ceux de la dégustation, et l'enquête indispensable à laquelle se livrera l'expert, permettront souvent de trancher le cas d'espèce.

(1) *Moniteur de Cognac*, 31 mai 1906, p. 78 et s.

(2) M. Girard, directeur du Laboratoire municipal de Paris ; M. le docteur Blarez, professeur de chimie à la Faculté de médecine et de pharmacie à Bordeaux ; M. Rocques, expert près des tribunaux ; M. Baudoin, directeur du Laboratoire municipal de Cognac.

CONCLUSION

La loi du 1^{er} août 1905, qui était devenue nécessaire par suite des fraudes innombrables commises quotidiennement sur les denrées alimentaires, se proposait au nom de la santé publique et de l'hygiène d'assurer au consommateur la livraison loyale des produits qui lui étaient vendus.

Les milieux commerciaux ont été les premiers à y applaudir, car ils espéraient que son application aurait pour résultat de faire cesser la concurrence déloyale. Aussi, n'ont-ils pas hésité à collaborer à son application, tant par les conseils éclairés de leurs groupements, que par leur action personnelle.

Mais on ne saurait dire que leur bonne volonté ait été récompensée. Bien au contraire : le résultat le plus certain de la loi sur les fraudes a été d'entraver le commerce d'une façon presque absolue par une réglementation outrancière bien faite pour décourager les plus forts.

En ce qui concerne le commerce des spiritueux, si l'on considère en effet l'inextricable dédale de lois et de règlements de la fiscalité des boissons où les spécialis-

tes les plus avertis ont grand peine à se reconnaître, si l'on songe que l'ère de réglementation ouverte par la législation sur les fraudes n'en est qu'à son début, on comprendra facilement l'inquiétude et les plaintes des commerçants.

C'est pour eux une menace perpétuelle : il n'est pas un négociant, quels que soient son honorabilité, sa compétence, sa correction, son souci des lois, qui soit certain de n'être point passible d'un procès-verbal de régie ou d'une poursuite pour inexactitude d'étiquetage et de dénomination.

En présence de cette rigueur, il serait permis de croire que les mêmes mesures de précaution sont prises, pour éviter les fraudes à la source même, c'est-à-dire à la production. Les négociants ne sont en effet que des intermédiaires et la première chose à faire pour atteindre le but que se proposait la loi de 1905, était, semble-t-il, de surveiller étroitement la production avant de réglementer la vente.

Si l'on veut en effet que le commerce vende au consommateur des produits purs et non frelatés, il est logique de commencer par s'assurer qu'aucune fraude n'est commise à la production.

La loi de 1905 n'a rien fait pour cela : elle laissait aux producteurs toutes les facilités de fraudes. Les mesures de prévention ne leur étaient pas applicables : elles ne touchaient que les commerçants. La loi du 28 juillet 1912 qui l'a modifiée est bien venue faire un effort dans le sens

de l'assimilation du traitement de la production et du commerce, mais, ainsi que nous l'avons fait ressortir, l'inégalité est restée flagrante.

Les producteurs tendent de plus en plus à faire le métier de commerçants sans en avoir aucune charge. Dans les régions de production d'alcool, ils jouissent de l'exorbitant privilège des bouilleurs de cru. Le résultat se traduit par un déficit budgétaire de plus de 100 millions par an ; cependant que le commerce, privé de la vente de quantités énormes d'alcool consommées clandestinement à la faveur de cet inique privilège, voit les lourds impôts qui l'accablent augmenter chaque jour.

Dans les régions de production dont le nom, grâce au commerce, a acquis une célébrité qui a fait leur fortune, les producteurs veulent un monopole effectif : ils entendent être les seuls à bénéficier de cette renommée. Cette prétention serait soutenable à la rigueur, si elle était justifiée dans tous les cas, par la qualité des produits d'origine. Mais il n'en est rien : les encépagements, les méthodes de vinification ou de distillation, tous les facteurs de qualité enfin, qui ont fait la réputation des vieilles eaux-de-vie de certaines régions, sont plus ou moins négligés par les propriétaires qui cherchent avant tout à produire beaucoup. On leur permet même, ce qui est interdit aux commerçants, de faire subir des modifications à l'état naturel de leurs produits. C'est ainsi qu'ils peuvent chaptaliser leurs vins, ce qui en augmente le degré et produit un alcool qui n'est plus du

cru. Mais l'appellation d' « origine » couvre tout ; elle tient lieu de qualité.

Alors que le commerce est tenu de ne donner un nom d'origine à une eau-de-vie de vin par exemple qu'autant qu'elle provient de vins récoltés et distillés dans la commune dont elle emprunte le nom, les producteurs ont la faculté de mélanger les récoltes des différents vignobles qu'ils peuvent posséder sur plusieurs communes limitrophes et de vendre le produit distillé sous le nom de celle qui a la plus grande réputation.

Enfin en ce qui concerne les manipulations frauduleuses, ils ont toutes facilités pour y procéder, les agents du service de la répression des fraudes, ou ceux des syndicats autorisés ne pouvant pénétrer chez eux que munis d'une ordonnance du juge de paix du canton.

Ainsi, du côté de la production tous les privilèges, du côté du commerce toutes les charges, et tous les dangers. Quand en effet les produits souvent frelatés de la production seront dans les chais des négociants, ceux-ci en seront seuls responsables ; ils ne manqueront pas évidemment de se retourner contre les propriétaires, mais, ainsi que nous le faisons remarquer au cours de notre étude, il arrivera bien souvent qu'ils supporteront tout le préjudice, résultant de fautes qu'ils n'auront pas commises !

Ce manque de surveillance de la production, cette situation privilégiée, contribuent dans une grande mesure à créer l'insécurité du commerce, insécurité qui est

aggravée par l'incertitude qui résulte du flottement de la jurisprudence dans l'interprétation de la loi sur les fraudes. Cet état de confusion et d'indécision jette un trouble considérable dans les transactions commerciales ; les commerçants ne peuvent plus s'en tenir aux anciens usages qui ont été en partie détruits ; l'incertitude actuelle ne permet pas d'autre part d'en établir de nouveaux, si bien qu'ils ne savent plus exactement quelles sont leurs obligations, ni quels sont leurs droits.

Aussi arrive-t-il journellement que les commerçants les plus honorables soient aux prises avec la justice ou les administrations de l'Etat, non point parce qu'ils ont fraudé, mais parce qu'ils ont méconnu certaines lois spéciales ou que, de très bonne foi, ils les ont interprétées de façon défectueuse ! Pour une simple erreur, qui devrait n'être passible que d'une contravention de simple police, ils risquent d'être l'objet d'une poursuite correctionnelle qui va avoir une répercussion des plus fâcheuses sur leur crédit et sur leur réputation. Le législateur, dans sa rigueur excessive, a même refusé au délinquant le bénéfice de la loi de sursis pour les peines d'amende prévues par la loi de 1905.

Ainsi, pour une erreur d'étiquetage, par exemple, un commerçant dont le passé est fait d'honnêteté et de loyauté va voir son casier judiciaire souillé par l'inscription d'une condamnation.

Il y a plus encore : sur une dénonciation anonyme, le négociant le plus honorable verra sa maison envahie, le

secret de ses affaires violé, et son nom livré en pâture à la malveillance et à la calomnie ! Et cependant l'article 15 de la loi du 6 août 1905 dispose qu' « une dénonciation anonyme ne saurait servir de base à un soupçon de fraude » : cette prescription, qui intéresse la morale publique, ne doit pas être uniquement appliquée dans les affaires relatives à la régie, mais elle doit s'étendre à tous les cas. La justice ne saurait continuer à faire état de dénonciations anonymes ; ce serait favoriser des sentiments méprisables, et il ne tarderait pas à s'établir en France un régime de suspicions et de malhonnêtetés dont les conséquences sociales seraient pires certainement que celles du délit de fraude lui-même.

Une protection efficace des commerçants de bonne foi s'impose. Il faudrait tout d'abord que la répression fut mesurée à la faute commise ; s'il est bon d'être impitoyable à l'égard du fraudeur, il importe d'être indulgent pour celui qui a commis une erreur. Il ne faut pas, en effet, traiter de parti pris les négociants comme de malhonnêtes gens : la grande majorité des commerçants français est au contraire foncièrement honnête, et mérite, au même titre que les producteurs, la bienveillance du législateur.

Une égalité absolue de traitement au point de vue des mesures propres à prévenir les fraudes est indispensable d'ailleurs si l'on veut atteindre le but de la loi du 1^{er} août 1905. Ce n'est que lorsque la législation en vigueur aura été complétée par une réglementation sévère

de la production que ce but sera atteint : alors, mais alors seulement, le consommateur pourra avoir la certitude qu'il consomme un produit naturel ou un produit d'origine.

Ce produit lui donnera-t-il entière satisfaction ? C'est là une toute autre question. Pratiquement, les alcools d'origine livrés tels quels ne peuvent pas être de qualité suivie ; leur prix est également très variable. Ils ne peuvent donc faire l'affaire de l'ensemble des consommateurs qui préfèrent s'habituer à un nom nouveau mais avoir un produit dont la qualité et le prix restent les mêmes.

A ce point de vue, les effets de la loi varient suivant la classe des consommateurs. Les acheteurs des articles d'un prix relativement élevé exigent des produits naturels, voire des produits d'origine, et se sont refusé à consommer des articles de fantaisie. A cet égard la loi a eu pour effet de faire augmenter dans une certaine mesure la consommation des spiritueux purs. C'est ainsi que le rhum a vu son marché s'étendre d'une façon sensible.

Mais la classe ouvrière, celle qui consomme le plus de spiritueux, a continué à boire de l'alcool d'industrie réduit, tout comme par le passé, sans se laisser détourner par l'appellation *Fantaisie*.

Aussi peut-on dire qu'en fin de compte la législation sur les fraudes n'a pas apporté de changement notable dans les habitudes du consommateur français.

Il n'y a guère eu qu'un changement d'étiquettes, qui a eu pour effet de jeter un trouble profond dans les habitudes commerciales.

Mais le but hygiénique poursuivi n'a pas été atteint. La consommation de l'alcool d'industrie n'a cessé de croître, et avec elle, dans les départements de grande consommation, le triste cortège de l'alcoolisme, crimes, suicides, folie.

A ce propos il est à remarquer que ce fléau sévit plus particulièrement dans les régions où la fraude s'exerce librement à la faveur du privilège des bouilleurs de cru. Cela résulte avec une telle évidence des statistiques criminelles et médicales que les défenseurs du privilège n'opposent plus, depuis longtemps, que l'intérêt politique à l'intérêt national, l'intérêt électoral à l'intérêt social.

La question de la suppression du privilège des bouilleurs de cru est d'ailleurs à l'ordre du jour. C'est ainsi que nous avons constaté avec satisfaction qu'au cours de la discussion de la loi des finances, plusieurs députés ont fait allusion à la nécessité de cette suppression. Une proposition de loi a été déposée dans ce but, par M. Joseph Reinach et plusieurs de ses collègues. Elle est actuellement soumise à la commission de législation fiscale. Enfin les syndicats commerciaux ont décidé de reprendre la campagne pour obtenir cette suppression tant désirée.

Quant à la question des délimitations, il faut espérer que le commerce et la production arriveront à une en-

tente pour l'application légale des usages loyaux et constants. Une loi sur les délimitations régionales n'est pas à souhaiter, l'intervention de l'Etat en cette matière ne pouvant être que néfaste.

Nous espérons donc que l'intervention législative aura pour seul résultat de faire admettre un principe de large réglementation, établissant le contrôle global et quantitatif des produits d'origine.

Pour supprimer les abus dans l'emploi des désignations géographiques, il suffirait de préciser certaines dispositions de la loi de 1824 sur le nom commercial. Ainsi on donnerait aux producteurs cette protection qu'ils jugent nécessaire, et on ne rendrait pas impossibles les transactions commerciales.

Enfin, pour mettre un peu de clarté dans les textes trop nombreux qui régissent le commerce des spiritueux, il y aurait lieu de les refondre et de les résumer en une seule loi. Dans cet ordre d'idées, le distingué directeur du service de la répression des fraudes, M. Roux, a, à diverses reprises, donné l'assurance qu'il se proposait de compléter et de codifier les règlements en vigueur avec la collaboration d'un comité spécial où le commerce des spiritueux serait largement représenté.

BIBLIOGRAPHIE

BLAREZ (Dr). — Vins et spiritueux : compositions, analyses, falsifications, 1908.

BORRSSAT (Xavier de). — Législation et jurisprudence nouvelles sur les fraudes et falsifications, 1909.

BOULLANGER. — Industries agricoles de fermentation, 1908.

CAUWÈS. — Précis d'économie politique, 3^e édition, 1893.

DESCLOZEUX. — Code des falsifications agricoles, industrielles et commerciales, 1893.

FARNE. — La nouvelle législation sur la fraude en matière de vins et d'eaux-de-vie. Thèse, Bordeaux, 1908.

GARRAUD. — Traité théorique et pratique du droit pénal français, 2^e édition, 1902.

GIRARD et CUNIASSE. — Manuel pratique de l'analyse des alcools et spiritueux, 1899.

LARNAUDE. — La loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes. Rapport présenté à la société des viticulteurs de France et d'ampélographie, 1906.

LEMERCIER. — Manuel élémentaire pour la répression des fraudes, 1909.

LE POITTEVIN. — Traité pratique des fraudes et falsifications, 1911.

MILLION. — Traité des fraudes en matière de marchandises, tromperies, falsifications, et de leur poursuite en justice, 1858.

MONIER, CHESNEY et ROUX. — Traité théorique et pratique sur les fraudes et falsifications, 1909.

RICHARD. — La nouvelle législation sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises. Thèse, Aix, 1908.

ROBÉ. — De la falsification des denrées alimentaires. Thèse, Paris, 1902.

TAQUET. — La répression des fraudes sur les boissons, 1909.

Recueils périodiques, publications, journaux.

Annales des falsifications.

BÉQUET. — Répertoire du droit administratif, v^o vente (fraudes).

Bulletin de statistique et de législation comparée du ministère des finances.

Bulletin du syndicat national du commerce en gros des vins, spiritueux et liqueurs de France.

Comptes rendus des congrès internationaux de la répression des fraudes.

DALLOZ. — Répertoire de jurisprudence générale et supplément, v^o vente.

DALLOZ. — Recueil périodique.

Gazette des tribunaux.

Journal officiel.

Moniteur scientifique du docteur Quesneville.

Moniteur vinicole.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUVÈS.

Vu :

Le Président de la thèse,

A. SOUCHON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I. — La législation sur les fraudes. Ses principes et ses caractères généraux	1
CHAPITRE II. — Généralités sur les spiritueux. Définitions. Régime	15
CHAPITRE III. — Les tromperies dans le commerce des spiritueux. Les appellations et l'étiquetage. .	24
Section I. — L'étiquetage des produits purs. Appellations d'origine. Délimitations	31
Section 2. — L'étiquetage des coupages	39
§ I. — La dénomination « Eau-de-vie »	
Emploi du mot « Fine » et des qualificatifs visant la qualité du produit	39
§ 2. — Les produits de fantaisie	49
Emploi du qualificatif « vieux »	53
Section 3. — L'étiquetage des produits artificiels. .	54
CHAPITRE IV. — Les falsifications et manipulations licites	57
CHAPITRE V. — Mesures propres à éviter les fraudes.	73
CHAPITRE VI. — Recherche et constatation de la fraude.	87

Section I. — Les prélèvements d'échantillons . . .	89
Section 2. — L'examen et l'analyse d'un spiritueux :	
Dédutions à en tirer	101
CONCLUSION	117
BIBLIOGRAPHIE	127

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER
